

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS



LE FNI ET LA FRPI

RÉSISTANCE LOCALE ET
ALLIANCES RÉGIONALES DANS
LE NORD-EST DU CONGO

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

Le FNI et la FRPI Résistance locale et alliances régionales dans le nord-est du Congo

HENNING TAMM



Publié en 2013 par l'Institut de la Vallée du Rift
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni
PO Box 30710 GPO, 0100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés en République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

L'AUTEUR

Henning Tamm est doctorant en Relations internationales au St Antony's College de l'Université d'Oxford et chercheur prédoctoral auprès du Programme sur l'Ordre, le Conflit et la Violence de l'Université de Yale.

ASSISTANTS DE RECHERCHE: Didi Angaika et Claude Lonzama. Aucun d'eux ne porte de responsabilité à l'égard du contenu de ce rapport.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR PROGRAMME DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA DU RVI: Jason Stearns

DIRECTEUR ADJOINT DU PROJET USALAMA DU RVI: Willy Mikenye

RESPONSABLE DU PROGRAMME GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS DU RVI: Fergus Nicoll

RESPONSABLE DE L'INFORMATION DU RVI: Tymon Kiepe

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

TRADUCTION FRANÇAISE: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CARTES: Jillian Luff, *MAPgrafix*

IMPRESSION: Intype Libra Ltd, 3/4 Elm Grove Industrial Estate, Londres SW19 4HE, Royaume-Uni

ISBN 978-1-907431-24-1

COUVERTURE. La MONUC escorte des membres de la FRPI à une réunion de démobilisation et de réintégration à Aveba, Ituri (2006). Photographie: ONU/Martine Perret.

DROITS

Copyright © The Rift Valley Institute 2013

Image de couverture © ONU/Martine Perret 2006

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons Attribution-Noncommercial-No Derivative

www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0.

Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site www.riftvalley.net

Des versions imprimées peuvent être obtenues sur le site d'Amazon.





Carte 2. L'Ituri, faisant apparaître les zones placées sous l'influence du FNI et de la FRPI

Table des matières

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI	6
Préface: le Projet Usalama	7
Résumé et considérations d'ordre politique	9
1. Introduction	14
Le contexte politique au sens large	17
2. Origines du FNI et de la FRPI	19
Résistance Lendu dans le territoire de Djugu	19
Autodéfense Ngiti dans le territoire d'Irumu	24
Toile de fond régionale de la création du FNI et de la FRPI	27
3. Escalade de la violence et intervention	32
La paix dans les paroles, la guerre dans les actes	32
Alliance éphémère entre le FNI et la FRPI à Bunia	34
De l'Opération Artémis à l'acte d'engagement	35
4. Démobilisation, réintégration et résistance	38
Transformation politique du FNI	39
Le MRC et ses relations avec le FNI et la FRPI	40
5. La lutte continue: la FRPI depuis la fin 2007	43
La FRPI sans Cobra	43
Du retour de Cobra à la COGAI	44
6. Conclusions et considérations d'ordre politique	49
Au-delà d'une intégration de la FRPI	49
Des enseignements à tirer pour les Kivus?	52
Annexe: Évolution des groupes armés congolais liés à l'Ituri, 1998–2007	55
Glossaire des acronymes, termes et expressions	56
Bibliographie	58
Carte 1. L'est de la RDC, montrant la région de la carte détaillée à la page suivante	3
Carte 2. L'Ituri, faisant apparaître les zones placées sous l'influence du FNI et de la FRPI	4

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI

Rapports

Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo

Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo

PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu

L'UPC dans le district de l'Ituri: Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo

L'Ituri: Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo

Les Raïa Mutomboki: Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée

Tous ces rapports sont également disponibles en anglais.

Briefings

«M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga»

«Strongman of the Eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda»

«The Perils of Peacekeeping without Politics: MONUC and MONUSCO in the DRC»

Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie «paix» ou «sécurité» en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations : quel est l'historique de ces groupes armés? Qui les soutient et les contrôle? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent de nouveau?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur les origines des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes

interrogées qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

Résumé et considérations d'ordre politique

Le district de l'Ituri, situé dans la Province orientale, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), s'est fait connaître à l'échelle internationale en raison des affrontements interethniques qui y ont opposé les communautés Hema aux communautés Lendu à partir de 1999. Ces dissensions sont rapidement devenues l'un des conflits les plus meurtriers de la Seconde Guerre du Congo (1998–2003). En 2003, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé une force d'intervention multinationale à tenter de maîtriser ce carnage. Il a cependant fallu attendre quatre années supplémentaires avant que l'implication considérable des acteurs internationaux ne se traduise par une forte baisse de la violence et des déplacements de populations en Ituri. Depuis, la situation dans le district reste fragile. En 2012, certains éléments laissent à penser que l'Ituri allait de nouveau se trouver mêlée dans un conflit régional plus étendu, en rapport avec la rébellion du M23 au Nord-Kivu; toutefois, l'impact de cette dernière reste pour l'instant limité.

Les principaux obstacles à la stabilisation du Congo sont généralement considérés comme étant au nombre de trois: effondrement de l'État; abondance de ressources que les milices peuvent facilement taxer ou piller; et prévalence d'une culture qui privilégie la mobilisation armée pour parvenir à des fins politiques. De 1999 à 2007, l'Ituri a présenté ces trois caractéristiques. Cependant, depuis quelques années, la politique locale est devenue nettement moins militarisée. Si le district reste agité, sa trajectoire peut être perçue comme un relatif succès par rapport aux développements que connaissent le Nord et le Sud-Kivu. Cette diminution de la violence est principalement le résultat de plusieurs facteurs, à savoir la dynamique intrarégionale et les opérations militaires musclées qu'ont menées conjointement les agents de l'ONU chargés du maintien de la paix et l'armée congolaise. Il serait impossible de reproduire cette recette à l'identique ailleurs, mais elle pourrait servir à identifier les

mesures à prendre pour gérer le conflit dans d'autres régions de la RDC.

Ce rapport, tout comme le précédent rapport consacré à l'Union des patriotes congolais (UPC), examine la baisse fulgurante de la violence armée en Ituri mais en déplaçant la perspective depuis les groupes armés Hema aux groupes armés Lendu.¹ Plus précisément, il met l'accent sur le Front des nationalistes intégrationnistes (FNI) et la Force de résistance patriotique en Ituri (FRPI), deux mouvements établis formellement fin 2002 et qui tous deux émanent de plusieurs milices Lendu de petite taille. Si le FNI s'est en grande partie transformé en parti politique en 2005, la FRPI continue à ce jour de résister à toute intégration.

Les deux groupes sont nés de différends fonciers locaux et des guerres par procuration entre Kinshasa, Kampala et Kigali. À partir de 2005, l'implication du Rwanda et de l'Ouganda en Ituri a diminué, ce qui a aidé le gouvernement congolais et ses partenaires étrangers à arrêter ou intégrer les commandants des groupes armés et à démanteler les groupes. Cependant, le gouvernement n'a jamais examiné en profondeur les racines locales de cette lutte; par conséquent, la reprise du conflit reste une possibilité permanente, d'autant plus que l'on assiste actuellement à une hausse des tensions régionales du fait de la rébellion du M23.

Les milices Lendu ont été moins centralisées et cohésives que leurs homologues Hema, d'où une plus grande difficulté à parvenir à des accords de paix durables avec elles. Deux grands groupes se distinguent: les milices du nord de l'Ituri, instaurées à cause des conflits fonciers de 1999 et qui se sont largement dispersées sur plusieurs collectivités séparées par des zones contrôlées par les Hema; et celles qui ont ensuite été constituées de membres de la communauté Lendu du Sud vivant dans la collectivité de Walendu Bindi, qui affiche une grande homogénéité sur le plan géographique. Lorsque, en 2002, les combats se sont intensifiés en raison d'une guerre par procuration régionale, les groupes du Nord sont devenus le FNI, et les groupes du Sud, la FRPI. Brièvement, de la

.....
 1 Henning Tamm, *L'UPC dans le district de l'Ituri: Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

mi-2002 à la mi-2003, ces deux groupes ont non seulement bénéficié du soutien de l'armée congolaise mais aussi de celui de l'armée ougandaise, qui cherchait ainsi à contrecarrer l'UPC soutenue par le Rwanda.

Avec l'armée ougandaise, le FNI et la FRPI contraignirent l'UPC à quitter la capitale iturienne, Bunia, en mars 2003. Cependant, deux mois plus tard, alors que l'Ouganda s'était retiré du district, l'UPC reprit le contrôle de la ville lors d'une bataille qui fit des centaines de morts parmi les populations civiles. Au cours des mois qui suivirent, les deux groupes se retirèrent dans leurs bastions respectifs du nord et du sud de l'Ituri. C'est là que les conflits et autres clivages internes mirent rapidement en évidence l'existence d'un véritable fossé entre les responsables politiques et les commandants des milices locales du FNI, et encore plus de la FRPI. L'illusion de deux groupes armés bien organisés, créés en 2002 avec le soutien des gouvernements congolais et ougandais, s'évanouit de nouveau lorsque la réalité apparut: ces groupes étaient en fait des milices localisées et extrêmement fragmentées.

Fin 2007, la plupart de leurs commandants et troupes s'étaient intégrés dans l'armée congolaise. Si les responsables politiques du FNI créèrent un parti, la FRPI resta une force, certes de petite taille, mais perturbatrice à Walendu Bindi. En mai 2010, Cobra Matata, le plus célèbre des commandants de la FRPI, fit défection de l'armée et rejoignit ses anciens camarades. Depuis la fin 2011, il bénéficie des défections de l'armée et des nouvelles coalitions de rebelles, qui ont toutes été liées d'une manière ou d'une autre au M23. Entre-temps, Kinshasa oscille entre combats et négociations avec la FRPI, tout en ne cherchant guère à résoudre les tensions omniprésentes relatives aux questions foncières et au pouvoir local.

Toutefois, l'intégration des hommes de Cobra dans l'armée nationale ne saurait à elle seule garantir une paix durable en Ituri. Tant que le gouvernement ne pourra pas gérer les problématiques plus générales, la perspective d'une stabilité durable restera un vœu pieux.

Décentralisation

Cette question est largement évoquée, non seulement dans les discours des responsables politiques locaux, mais également dans les déclarations récentes des groupes armés. La mise en œuvre des dispositions pertinentes figurant dans la Constitution de 2006, qui visent ainsi à transformer l'Ituri—actuellement un district provincial—en province, pourrait contribuer à restaurer chez les Ituriens un minimum de confiance à l'égard du gouvernement de Kinshasa.

Réforme des secteurs de la sécurité et de la justice

L'armée congolaise reste affaiblie par des vagues régulières de défections, tandis que les institutions de justice sont déchirées par la corruption. Pour éviter un renforcement des milices ituriennes, dont les rangs ont récemment été étoffés par les transfuges de l'armée, et veiller à une résolution équitable des litiges fonciers, la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice doit être consolidée à la fois au niveau national et local.

Litiges fonciers

En plus de garantir le respect des procédures régissant les conflits fonciers, le gouvernement congolais devrait consacrer davantage d'efforts à l'identification et à la démarcation des terrains et des titres de propriété fonciers, étant donné que ces questions continuent d'alimenter les tensions interethniques mais aussi intra-ethniques dans le district.

Commission vérité et réconciliation (CVR)

Alors que le conflit avait atteint son paroxysme en Ituri, le gouvernement n'a pris que de timides mesures pour établir une CVR locale, sans lui consacrer les fonds nécessaires. Cette démarche doit être redynamisée et menée par des organisations locales de consolidation de la paix, qui ont déjà réalisé des travaux importants ces dernières années pour restaurer la confiance interethnique et étudier les causes profondes de la violence et des inégalités socioéconomiques en Ituri.

Gouvernance dans le secteur des ressources naturelles

Le secteur iturien des ressources naturelles reste dominé par une dynamique informelle qui profite essentiellement à un petit nombre d'hommes d'affaires et d'agents de l'État basés au Congo et en Ouganda— et non pas aux Ituriens en général. Les deux gouvernements pourraient être encouragés à formaliser davantage les réseaux commerciaux qui existent déjà entre leurs deux pays, plus particulièrement dans le secteur du négoce de l'or.

1. Introduction

Situé dans le nord-est de la RDC, l'Ituri est tout d'abord connu pour avoir été le théâtre de l'un des conflits les plus violents lors de la Seconde Guerre du Congo. En 1999, alors que le district était sous occupation ougandaise, des litiges fonciers entre propriétaires terriens Hema et fermiers Lendu dégénérèrent en conflits meurtriers, conduisant de part et d'autre à la création de groupes d'autodéfense. Si ces deux communautés ne représentaient, d'après les estimations, que 40 % des quelque 3,5 millions d'individus vivant à l'époque en Ituri, elles furent les principales protagonistes d'une lutte qui fit au moins 55 000 morts et entraîna le déplacement de plus de 500 000 personnes lors des quatre premières années.²

Du fait de leur position socioéconomique dominante et de leurs relations avec de hauts officiers de l'armée ougandaise, les Hema furent dès le début relativement bien organisés. En revanche, les Lendu restèrent morcelés et apparurent souvent de manière spontanée, du moins jusqu'à la fin 2002, lorsque l'UPC, dominée par les Hema, s'attira le soutien du Rwanda, rival de l'Ouganda. Cela poussa l'Ouganda à collaborer avec le gouvernement congolais; Kampala et Kinshasa se mirent alors à soutenir conjointement la création formelle des mouvements FNI et FRPI dominés par les Lendu. Néanmoins, la décentralisation resta une caractéristique clé des milices Lendu. Depuis le début, ni le FNI ni la FRPI n'ont exercé un contrôle total sur les combattants Lendu dans leurs zones d'influence; il est par conséquent extrêmement difficile non seulement de présenter un historique cohérent de la résistance Lendu, mais également de trouver des solutions durables à la résistance permanente qu'oppose la FRPI dans le sud de l'Ituri.

.....
2 IRIN, «In-Depth: Ituri in Eastern DRC», 25 novembre 2002; Human Rights Watch (HRW), «Ituri: "Couvert de sang": Violence ciblée sur certaines ethnies dans le nord-est de la RDC», juillet 2003, p. 1.

Aux yeux des leaders communautaires Lendu, pour comprendre l'historique de toute lutte armée, il est essentiel que l'on comprenne d'abord que les relations entre Hema et Lendu se développèrent de manière illégale pendant la colonisation belge.³ Lorsque l'explorateur et journaliste Henry Morton Stanley mena une expédition dans le sud de l'Ituri à la fin des années 1880, il collabora avec les Hema tout en rencontrant une farouche résistance de la part des Lendu. Les ouvrages à succès de Stanley consacrés à son voyage, dans lesquels il décrit les Hema comme étant d'une race supérieure aux Lendu, eurent un impact durable sur la politique coloniale belge. En raison d'une interprétation erronée de la complexité des relations sociales en Ituri avant la colonisation, les Hema firent l'objet de traitements de faveur par rapport aux Lendu dans les domaines de l'administration, de l'économie et de l'éducation.⁴ Un leader communautaire reconnaît également que les sources les plus profondes du conflit en Ituri se situaient à la fois au sein de ce «déséquilibre économique» et dans «la croyance culturelle selon laquelle les Hema étaient supérieurs», croyance que les Belges avaient institutionnalisée.⁵

Après l'indépendance, plusieurs vagues de violence éclatèrent entre Hema et Lendu. Contrairement aux combats acharnés qui se déclarèrent en 1999 dans le territoire de Djugu, au nord de l'Ituri, ces premiers épisodes furent de moindre ampleur et se déroulèrent principalement dans le territoire d'Irumu, dans le sud de l'Ituri. Il est important de souligner certaines des nuances historiques et géographiques entre ces deux territoires pour mieux comprendre les différences entre les Lendu

3 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec Didi Angaika, Bunia, 9 août 2012, et Michel Kalimi, Bunia, 21 août 2012.

4 Pour un aperçu historique et une discussion sur les documents pertinents, voir Dan Fahey, *L'Ituri: Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

5 Projet Usalama, personne interrogée n° 71, Bunia, décembre 2012. Concernant les discours et les politiques coloniaux, voir Johan Pottier, «Representations of Ethnicity in the Search for Peace: Ituri, Democratic Republic of Congo», *African Affairs* 109/434 (2010), p. 23–50.

du Nord—historiquement appelés Bale—et ceux du Sud—les Ngiti—en matière de mobilisation armée.

La violence postindépendance en Irumu fut en grande partie imputable à des litiges relatifs aux démarcations administratives. En effet, les leaders de la collectivité de Walendu Bindi avancent que trois villages Ngiti avaient été intégrés, à tort, dans la chefferie de Bahema Sud, ce qui les privait de tout accès au lac Albert.⁶ Dans le territoire de Djugu, les conflits qui finirent par être meurtriers en 1999 étaient dus à des différends fonciers, exacerbés par le régime foncier général de 1973, qui abolit, du moins officiellement, la tenure coutumière et stipula que toutes les terres appartenaient à l'État. Certaines élites Hema profitèrent de cette loi et de leur accès privilégié aux instances de l'État pour acquérir des terres considérées par de nombreux Lendu comme ayant appartenu à leurs ancêtres.⁷

La géographie joua aussi un rôle important dans les combats. Ainsi, les Ngiti d'Irumu étaient concentrés dans la vaste collectivité de Walendu Bindi, tandis que les Lendu de Djugu se répartissaient entre Walendu Djatsi, Walendu Tatsi et Walendu Pitsi. Ces trois collectivités alternent avec des chefferies Hema, d'où l'existence d'enclaves Hema et Lendu. Bien que les Lendu se soient principalement implantés à Djugu et Irumu, le territoire de Mahagi compte aussi une collectivité Lendu, Walendu Watsi, voisine de Walendu Pitsi.⁸ Le fait que des groupes d'autodéfense Hema réussirent à maintenir les zones peuplées par des Lendu à Djugu à

6 Dan Fahey, «This Land is My Land: Land Grabbing in Ituri», dans *Land Grabbing in the Great Lakes Region of Africa* (éd. An Ansoms) (à paraître).

7 Projet Usalama, personne interrogée n° 54, Kinshasa, août 2012. Concernant la législation de 1973 et les conflits fonciers d'une manière plus générale, voir Koen Vlassenroot et Chris Huggins, «Land, Migration and Conflict in Eastern DRC», dans *From the Ground Up: Land Rights, Conflict and Peace in Sub-Saharan Africa* (éd. Chris Huggins et Jenny Clover) (Pretoria: Institute for Security Studies, 2005), p. 115-194.

8 Des cartes illustrant l'ensemble de ses unités administratives peuvent être consultées dans Eric Mongo et al., *Conflits fonciers en Ituri: Poids du passé et défis pour l'avenir de la paix* (Bunia et Utrecht: Réseau Haki Na Amani et IKV Pax Christi, 2009).

l'écart les unes des autres est l'une des raisons qui expliquent pourquoi la résistance Lendu sur ce territoire allait rester fragmentée et dénuée de toute coordination pendant plus de trois années.⁹

Le contexte politique au sens large

Le conflit iturien éclata dans les zones rurales de Djugu, mais il est impossible de comprendre son évolution sans connaître le contexte des rivalités régionales qui apparurent dans l'est du Congo à la fin des années 1990. Bien que l'Ituri ait connu violences et pillages lors de la Première Guerre du Congo (1996-7) au moment du retrait des soldats de Mobutu, entre décembre 1996 et mars 1997, la situation dans le district fut au départ paisible lorsque la Force de défense du peuple ougandais (Uganda People's Defence Force, UPDF) s'empara de Bunia et de son aéroport en août 1998 pour soutenir la nouvelle rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) contre le gouvernement de Laurent Kabila.¹⁰

Peu après le début de cette Seconde Guerre, des tensions apparurent entre le Vice-Président rwandais Paul Kagamé et le Président Ougandais Yoweri Museveni. Mécontent de l'ampleur du contrôle exercé par le Rwanda sur le RCD, Museveni soutint dans un premier temps la création d'un autre groupe rebelle congolais, le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba, pour ensuite appuyer le président du RCD Ernest Wamba dia Wamba lorsque des membres proches du Rwanda tentèrent de le destituer en mai 1999. L'armée ougandaise veilla ensuite à ce que la faction de Wamba puisse passer en toute sécurité de

9 Projet Usalama, personne interrogée n° 73, Bunia, décembre 2012.

10 Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), «Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo» (juin 2010), p. 129; Cour internationale de justice, «Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)», Arrêt du 19 décembre 2005, paragr. 110; entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Daniel Litsha, Bunia, 12 décembre 2012.

Goma à Kisangani, où il établit le RCD-K/ML (RCD-Kisangani/Mouvement de libération).¹¹

En août 1999, les armées de Museveni et de Kagamé—compagnons d’armes depuis l’époque où ils avaient combattu Idi Amin Dada—lancèrent une rude bataille pour le contrôle de Kisangani. Finalement, l’UPDF évacua de nouveau Wamba, qui déplaça son quartier-général à Bunia. À son arrivée, des affrontements entre groupes d’autodéfense Hema et Lendu étaient déjà bien engagés. Wamba, gauchiste qui avait autrefois été professeur d’histoire à l’université de Dar es Salam, en Tanzanie, et que les circonstances avaient catapulté à la tête d’une rébellion, devait désormais relever le défi consistant à résoudre ce conflit intercommunal.

.....

11 Gérard Prunier, *Africa’s World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe* (New York: Oxford University Press, 2009), chapitres 6–7.

2. Origines du FNI et de la FRPI

L'origine du FNI et de la FRPI se situe à la fois dans les groupes d'autodéfense Lendu créés dans les villes et villages d'Ituri, et dans les machinations politiques conçues à Kampala, à Kinshasa et au sein de la base du RCD-K/ML à Beni. On aurait donc tort d'attribuer ces origines entièrement ou même principalement à des manœuvres dirigées par les élites. En effet, les responsables politiques qui lancèrent le FNI et la FRPI fin 2002 eurent du mal à contrôler les groupes d'autodéfense qui existaient depuis 1999. Malgré leurs liens ethniques étroits avec les commandants des milices, le fait de plaquer des structures politiques sur des combattants mal organisés conduisit à des tensions et des différends. Ce chapitre a pour objectif de décrire l'émergence des milices Lendu dans les territoires de Djugu et d'Irumu et d'expliquer comment les développements politiques dans la région menèrent à la création du FNI et de la FRPI.

Résistance Lendu dans le territoire de Djugu

C'est en avril 1999 que les violences à proprement parler éclatèrent dans le territoire de Djugu, dans la concession de Leyna située entre Linga et Kpandroma, dans la collectivité de Walendu Pitsi. Des villageois Lendu accusèrent Singa Kodjo, propriétaire Hema de Leyna, d'avoir étendu sa concession de manière illégale jusque sur des terres voisines appartenant à des Lendu. La façon précise dont les événements s'enchaînèrent ensuite reste contestée, mais il semblerait que Kodjo ait demandé à la police locale de lui venir en aide, déclenchant ainsi une attaque Lendu. Des événements similaires se produisirent dans des localités voisines, dont un lors duquel un propriétaire de concession Hema fut assassiné.¹²

.....
¹² Dan Fahey, «Rethinking the Resource Curse: Natural Resources and Polywar in the Ituri District, Democratic Republic of the Congo» (thèse de doctorat, université de Californie, Berkeley, 2011), chapitre 5.

Fin mai, Singa Kodjo et d'autres Hema influents payèrent le capitaine Anthony Kyakabale, commandant de secteur de l'armée ougandaise, pour qu'il expulse les Lendu qui occupaient leurs concessions et qu'il arrête plusieurs leaders Lendu de premier plan.¹³

Il est difficile de savoir quel groupe transforma ces querelles mineures en véritable guerre. Pour les anciens de l'ethnie Lendu, la guerre éclata le week-end du 18-20 juin 1999, lorsque, disent-ils, des milices Hema et des troupes ougandaises attaquèrent les villages majoritairement Lendu de Linga et de Jiba.¹⁴ Il est cependant probable que les combats dans ces deux villages aient en vérité démarré du fait d'une agression Lendu et non pas Hema.¹⁵ Ces affrontements coïncidèrent avec la nomination d'une politicienne Hema, Adèle Lotsove, au poste de gouverneur de la province de Kibali-Ituri. Elle fut désignée par le brigadier James Kazini, commandant ougandais des opérations en RDC. Cette nouvelle province—qui reconstituait une entité ayant existé à l'époque coloniale—combinait les districts riches en ressources de l'Ituri et du Haut-Uélé. Pour de nombreux Ituriens, cette décision de Kazini indiquait inéluctablement que l'Ouganda privilégiait les Hema.¹⁶

C'est dans ce contexte que le président du RCD-K/ML Wamba dia Wamba fit son arrivée dans la capitale du district. En octobre 1999, il instaura une Commission pour la sécurité et la paix dans le territoire de Djugu. Deux mois plus tard, persuadé que le gouverneur Lotsove avait envenimé le conflit, Wamba la remplaça par Ernest Uringi Padolo, un Alur jugé plus neutre. Entre-temps, le Président Museveni invita à Kampala des représentants de l'Ituri pour y mener des pourparlers, et il

.....

13 Conseil de sécurité de l'ONU, S/2004/573, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri, janvier 2002-décembre 2003», 16 juillet 2004, paragr. 19; Projet Usalama, personne interrogée n° 58, Bunia, août 2012.

14 Projet Usalama, personnes interrogées n° 80, 81 et 82, Rethy, décembre 2012.

15 Dan Fahey, «What Caused the War in Ituri? A New Interpretation» (manuscrit non publié), juillet 2012, p. 16-17.

16 HRW, «Uganda in Eastern DRC: Fueling Political and Ethnic Strife», mars 2001, p. 34-35.

remplaça le commandant de secteur Kyakabale.¹⁷

Cependant, la violence continua et Wamba se retrouva rapidement mêlé à une lutte autour du leadership exacerbée, du moins en partie, par des factions rivales au sein du gouvernement et de l'armée ougandaise. Cette querelle opposait Wamba au commissaire général du RCD-K/ML, Antipas Mbusa Nyamwisi, et à l'adjoint de ce dernier, John Tibasima.¹⁸ Tandis que Wamba était originaire de la province du Bas-Congo, à l'ouest du pays, et était à ce titre considéré comme un étranger par les Ituriens, Mbusa (un Nande du Nord-Kivu) et Tibasima (un Hema local) purent profiter du fait qu'ils émanaient des deux groupes ethniques les plus influents sur le plan économique dans la région placée sous le contrôle du RCD-K/ML. Surtout, les deux hommes avaient noué des relations commerciales avec des responsables de l'UPDF.

En juillet 2000, des commandants Hema de la branche armée du RCD-K/ML, l'Armée populaire congolaise (APC), organisèrent une mutinerie, en partie pour protester contre ce qu'ils considéraient comme la tendance pro-Lendu de Wamba. Une fois de plus, le Président Museveni apporta son soutien à Wamba: certains de ses principaux conseillers se rendirent à Bunia et négocièrent un accord qui poussa les mutins à se rendre en échange d'un entraînement militaire en Ouganda. Cependant, après cette mutinerie, Mbusa réussit à diviser les officiers UPDF sur le terrain, lançant un coup d'État qui finit par contraindre Wamba à quitter Bunia.

L'émergence et la trajectoire des milices Lendu dans la campagne de Djugu doivent être envisagées dans le contexte de ces développements en plein cœur de la politique iturienne. Vu le soutien essentiellement unilatéral que l'UPDF accordait aux responsables politiques et milices Hema, les leaders Lendu se considérèrent comme des victimes lancées de force dans une résistance armée.

.....
17 HRW, «Uganda in Eastern DRC», p. 35-40.

18 Pour un récit détaillé des événements résumés dans les deux paragraphes suivants, voir Tamm, *L'UPC dans le district de l'Ituri*, chapitre 2.

Pour les représentants Lendu de tout le territoire de Djugu, les milices Lendu constituaient à leurs débuts un mouvement d'«autodéfense populaire». ¹⁹ Comme l'a déclaré un leader local, il y avait «une forte résistance, mais pas d'organisation solide». ²⁰ C'est au son des tambours, l'outil traditionnel pour avertir les villages voisins d'un danger imminent, que les groupes d'autodéfense Lendu apparurent, village après village, en réaction à l'activité des milices Hema. Quiconque était à l'origine d'un de ces soulèvements spontanés ou démontrait sa force sur le champ de bataille était automatiquement nommé commandant, tandis que les autres étaient de simples «combattants». Au sein de la quasi-totalité de ces groupes à Djugu et Irumu, on conte l'histoire de ces combattants qui, motivés par un «esprit de revanche», se munirent d'abord d'armes rudimentaires telles que machettes ou lances, avant de disposer d'armes à feu qu'ils avaient prises sur les dépouilles de soldats ougandais ou de combattants Hema. ²¹

Il existait un lien important entre les milices et le conflit autour du leadership du RCD-K/ML. En effet, à partir de 1999, Mbusa et Tibasima avaient tous les deux commencé à recruter des jeunes gens pour leur faire suivre un entraînement militaire. Tandis que Tibasima enrôlait principalement des Hema pour le camp de Rwampara, situé près de Bunia, Mbusa engageait surtout des Nande et des Lendu pour le camp de Nyaleke, près de Beni, dans le Grand Nord du Nord-Kivu (la zone la plus vaste située dans le nord de la province). Lors de la lutte de pouvoir qui opposa Wamba à Mbusa pendant la seconde moitié de 2000, nombre de ces recrues quittèrent leurs unités APC pour regagner leur village natal, assumant souvent des rôles de leadership au sein de milices

.....

19 Projet Usalama, personnes interrogées n° 80, 81, 82, 84 et 87, Rethy, Kpandroma et Kobu, décembre 2012.

20 Projet Usalama, personne interrogée n° 81, Rethy, décembre 2012.

21 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec Akobi Chrysanthe, 14 août 2012; Ngabu Wele, 23 août 2012; Éric Bahati Ngabu, 31 août 2012; et Augustin Lobo Nyinga, 16 décembre 2012 (tous à Bunia).

locales.²² L'un de ces hommes fut Goda Sukpa, qui devint par la suite l'un des principaux commandants militaires du FNI à Djugu.²³ D'autres commandants, comme Mathieu Ngudjolo, avaient été formés par la garde civile de Mobutu.

Certains anciens de l'ethnie Lendu assumèrent aussi des rôles importants au sein de ces groupes d'autodéfense, s'appuyant souvent sur des croyances et pratiques magiques. Tout comme les membres des milices Maï-Maï dans les Kivus, les combattants croyaient que certaines poudres ou lotions les rendraient invincibles. Les anciens chargés de les administrer étaient connus sous le nom de «pères spirituels» ou «pasteurs».²⁴

Il est difficile de définir précisément la zone qui était placée sous le contrôle des milices Lendu. Outre Kpandroma et Rethy, qui restèrent entre les mains des Lendu pendant tout le conflit, la plupart des récits de Lendu de Djugu soulignent la nécessité de fuir sans cesse d'un lieu à un autre. L'autre grande ville dans laquelle vivaient de nombreux Lendu avant que l'UPC ne s'en empare en novembre 2002 est Mongbwalu, un gros centre minier. À partir de là ainsi que d'autres localités, certains Lendu s'étaient rendus à Mbau, un village isolé situé sur une colline qui, au début du conflit, servait à la fois de sanctuaire et de terrain d'entraînement.²⁵ C'est là qu'un combattant connu sous le nom de «Maître Kiza», âgé de 25 ans environ et qui allait bientôt devenir le commandant Lendu le plus célèbre de Djugu, commença sa carrière militaire avant de partir combattre ailleurs. Il finit par arriver à Kpandroma. À Mongbwalu, c'est Mateso «Kung Fu» Nyinga, un orpailleur connu dans la région, qui

22 HRW, «Uganda in Eastern DRC», p. 20, 44-45; Projet Usalama, personne interrogée n° 54, Kinshasa, août 2012.

23 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Herman Ndrugboma Kranjedu (coordinateur local du FNI), Kpandroma, 17 décembre 2012.

24 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec Akobi Chrysanthe, Bunia, 14 août 2012, et Éric Bahati Ngabu, Bunia, 31 août 2012. Voir également Georges Nzongola-Ntalaja, *The Congo from Leopold to Kabila: A People's History* (Londres: Zed Books, 2002), p. 3.

25 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Augustin Lobo Nyinga, Bunia, 16 décembre 2012.

devint le principal commandant Lendu.²⁶ Kiza et Nyinga allaient tous les deux jouer un rôle clé dans les opérations militaires du FNI en 2003.

Contrairement aux milices Hema, les groupes Lendu reçurent peu de soutien externe jusqu'à la mi-2002. Il y eut toutefois quelques exceptions notoires, notamment les interventions occasionnelles d'officiers individuels de l'UPDF—soulignons en particulier celles du colonel Peter Karim—visant à protéger les villages Lendu, et la protection de la ville de Mongbwalu assurée par des unités de l'APC dans le but de sauvegarder les opérations minières.²⁷

Autodéfense Ngiti dans le territoire d'Irumu

Lorsque les combats éclatèrent à Djugu en 1999, la paix continua de régner dans l'Irumu. Toutefois, progressivement, de plus en plus de Lendu déplacés de Djugu arrivèrent à Walendu Bindi, poursuivis par des milices Hema.²⁸ En 2000, des combattants Hema d'une chefferie voisine, Bahema Sud, ainsi que des soldats de l'APC auraient attaqué trois villages—Nombe, Soke et Kagaba—, amenant ainsi le conflit à Walendu Bindi. Des groupes d'autodéfense Ngiti commencèrent alors à se former dans les villages de toute la collectivité.²⁹ Malgré une certaine communication entre eux, ces groupes restèrent tous en grande partie autonomes jusqu'à la fin de 2002.

Tandis que la violence se répandait progressivement à travers l'Irumu, Bernard Kakado, un septuagénaire, commença à organiser un groupe d'autodéfense de ce type dans la zone forestière fertile située aux alentours

.....
26 Projet Usalama, personnes interrogées n° 79, Kpandroma, 80 et 81, Rethy, et 87, Kobu, décembre 2012.

27 Projet Usalama, personne interrogée n° 79, Kpandroma, décembre 2012; entretien mené avec Marcelin Ndovya Kambale, Mongbwalu, 19 décembre 2012.

28 Sauf mention contraire, cette partie s'appuie sur des entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec Didi Angaika, 9–10 août 2012; Akobi Chrysanthe, 14 août 2012; et Nyanza Nyatsimba, 15 août 2012 (tous à Bunia).

29 Étant donné que de nombreux Lendu du Nord s'étaient enfuis dans l'Irumu, ces groupes principalement Ngiti se composaient parfois aussi de Lendu de Djugu.

de Tsey, le territoire du groupe ethnique des Ngiti. Kakado, qui serait par la suite considéré comme le père spirituel de la FRPI, était directeur général d'une entreprise agricole, la Coopérative de développement économique du Congo (CODECO). Par ailleurs, beaucoup estimaient qu'il savait prédire l'avenir. D'après un commandant de la FRPI, Kakado a commencé à prévenir sa communauté Ngiti qu'elle s'exposait à un risque imminent d'extermination, faisant référence à l'idée d'un empire Hima-Tutsi—rumeur qui avait été répandue lors des guerres du Congo, et qui suggérait que le leadership rwandais et ougandais voulait annexer l'est du Congo par l'intermédiaire d'alliés locaux comme les Hema.³⁰

Le conflit dans l'Irumu s'envenima début janvier 2001, lorsque l'armée ougandaise se mit à s'y impliquer étroitement. Avec des milices Hema, l'UPDF commença à attaquer Walendu Bindi des trois côtés. Ayant pris connaissance de l'existence de la milice forestière de Kakado, le commandant de secteur de l'UPDF organisa une réunion à Nyankunde, ville située juste en dehors de la collectivité et principalement habitée par le groupe ethnique des Bira. Il prévint les Ngiti qui étaient présents qu'il se servirait d'hélicoptères pour bombarder Walendu Bindi si la milice forestière ne se désarmait pas. En guise de représailles, la milice attaqua Nyankunde ce soir-là, tuant plusieurs soldats de l'UPDF et déclenchant un cycle de violence.³¹

Ces événements locaux coïncidèrent avec une initiative régionale: la création du Front de libération du Congo (FLC), dont l'existence fut de courte durée. Ce groupe symbolisait la tentative par l'Ouganda de fusionner le MLC de Jean-Pierre Bemba, le RCD-K/ML et le RCD-National

.....

30 Projet Usalama, personne interrogée n° 57, Gety, septembre 2012. Les Hima désignent ici un groupe ethnique vivant dans le sud-ouest de l'Ouganda, dans ce qui constituait autrefois le royaume de l'Ankole. Le Président ougandais Museveni est originaire de cette région. Concernant les liens historiques communs entre les Hima de l'Ouganda et les Hema d'Ituri, voir Pottier, «Representations of Ethnicity», p. 33-47.

31 Concernant la violence qui a fait suite à l'attaque, voir Conseil de sécurité de l'ONU, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri», paragr. 22; HRW, «Uganda in Eastern DRC», p. 46-47.

(RCD-N) de Roger Lumbala. Bemba, chef rebelle accompli soutenu par l'Ouganda, et dont les troupes contrôlaient la province de l'Équateur dans le nord de la RDC, fut choisi pour diriger le FLC et décida de se rendre en Ituri pour y mener des négociations début février. Après une réunion à Nyankunde, il invita des représentants de toutes les communautés dans le stade de football de Bunia, où les Hema et les Lendu signèrent un accord de cessez-le-feu et enterrèrent solennellement la hache de guerre et leurs machettes.

L'accord fut suivi d'une accalmie provisoire dans l'Irumu. Cependant, en parallèle, les tensions communautaires s'accrochèrent, des Bira ayant contribué à l'arrestation de plusieurs Ngiti soupçonnés d'être membres de milices. Lorsque l'UPDF tenta d'arrêter le colonel Kandro, ancien officier militaire congolais qui vivait dans le village majoritairement Bira de Talolo, celui-ci s'enfuit dans le territoire Ngiti de Tsey. Kandro apparut rapidement comme le leader militaire de la milice forestière de Kakado et devint par la suite commandant du village de Songolo. C'est Kandro qui se mit à transformer la milice selon des lignes militaires plus conventionnelles, tendant également la main à d'autres commandants locaux de Walendu Bindi.³²

Entre-temps, une évolution régionale au niveau des alliances commença à avoir un impact sur la collectivité. Mécontent de l'arrangement FLC qui lui avait conféré un statut inférieur à celui de Bemba, le nouveau président du RCD-K/ML, Mbusa, s'était servi de ses relations avec des responsables de l'UPDF pour chasser Bemba de Beni en juin 2001. Il s'était ensuite allié à l'UPC de Thomas Lubanga, à dominance Hema, contribuant aussi finalement à sortir Bemba et ses troupes de Bunia. Peu après, Mbusa nomma Lubanga ministre de la Défense du RCD-K/ML, mais des tensions apparurent entre les deux hommes.

Début 2002, Mbusa—qui avait passé le plus clair de son temps au sein

.....

32 Projet Usalama, personne interrogée n° 57, Gety, septembre 2012; Cour pénale internationale (CPI), «Situation in the Democratic Republic of Congo in the Case of the Prosecutor v. Germain Katanga and Mathieu Ngudjolo Chui: Second Corrigendum to the Defence Closing Brief», 29 juin 2012, paragr. 557.

du Dialogue intercongolais en Afrique du Sud et commençait à instaurer des relations étroites avec le gouvernement de Kinshasa—nomma Jean-Pierre Molondo Lompondo, un outsider du Kasai, dans le sud-ouest de la RDC, gouverneur de l'Ituri et commandant de l'APC, ce qui revenait à rétrograder Lubanga.³³ En avril 2002, Lompondo et le colonel de l'UPDF Karim rencontrèrent des représentants Ngiti à Gety, ville depuis laquelle l'armée ougandaise lançait des attaques visant des villages Ngiti de la collectivité de Walendu Bindi.

Aux yeux de l'UPC, cette réunion prouvait que Mbusa—par l'intermédiaire de Lompondo, son homme de terrain—s'apprêtait à s'en prendre aux Hema en se servant des Lendu pour contrôler l'Ituri pour le compte du gouvernement congolais. Ainsi, peu après, les tensions s'aggravèrent à Bunia. Des unités APC fidèles à Lubanga organisèrent une mutinerie. La ville fut coupée en deux: une partie était contrôlée par Lubanga, et l'autre, par Lompondo. Elle se retrouva dans une impasse, qui perdura jusqu'au mois d'août. Pendant cette période, le gouverneur rencontra le colonel Kandro, dont la milice Ngiti commença à mener des opérations avec l'APC de Lompondo.³⁴ Cette nouvelle alliance sembla au départ constituer le premier obstacle important à l'occupation ougandaise depuis que Kampala s'était emparée du contrôle du district en août 1998.

Toile de fond régionale de la création du FNI et de la FRPI

S'étant senties abandonnées pendant les trois premières années des combats en Ituri, la décision de Mbusa de se tourner vers les milices Lendu leur donna espoir. Leur situation continua de s'améliorer au cours des mois suivants lorsque l'UPC se tourna vers le Rwanda, encourageant ainsi une alliance entre Kinshasa et Kampala.

33 Tamm, *L'UPC dans le district de l'Ituri*, chapitre 2.

34 CPI, «Katanga testimony, 28 September 2011», p. 28.

Lorsque Bunia se trouva dans une impasse à la mi-2002, le gouvernement ougandais était dans une position délicate. Le 19 avril, Mbusa avait signé l'accord de Sun City, en Afrique du Sud, pour le compte du RCD-K/ML, ouvrant ainsi la voie à un gouvernement congolais de transition.³⁵ Dans un contexte marqué par la hausse des pressions internationales et des relations hostiles avec le Rwanda, Kampala effectua des manœuvres consistant à rétablir les relations avec Kinshasa tout en assurant un contrôle continu des zones du nord-est occupées par l'Ouganda. Symbolisant cette politique de la corde raide, le gouvernement ougandais décida d'abord de faire arrêter Lubanga et de le transférer à Kinshasa lorsqu'il se rendit à Kampala pour y mener des négociations en juin; le gouvernement ougandais se rangea ensuite du côté des mutins fidèles à Lubanga et contribua à chasser le gouverneur Lompondo de Bunia au mois d'août.

Lorsque les mutins et l'UPDF attaquèrent les forces de Lompondo, de nombreux Lendu qui seraient ensuite appelés à jouer des rôles clés au sein du FNI et de la FRPI—dont Mathieu Ngudjolo, ainsi que le Dr Baudouin Adirodu et Floribert Ndjabu, membres du RCD-K/ML—se réfugièrent dans la résidence du gouverneur.³⁶ Lompondo et d'autres hommes fuirent ensuite vers Songolo; ils passèrent quelque temps avec Kandro puis se rendirent au nouveau quartier général du RCD-KML à Beni, où Mbusa et le gouvernement congolais commencèrent à élaborer des plans en vue de reprendre le contrôle de l'Ituri «coûte que coûte».³⁷ Vu la polarisation des combats dans le district, ils considérèrent les milices Lendu comme des alliés naturels dans leur démarche visant à vaincre l'UPC dominée par les Hema.

.....

35 Gérard Prunier, «The “Ethnic” Conflict in Ituri District: Overlapping of Local and International in Congo-Kinshasa», dans *The Recurring Great Lakes Crisis: Identity, Violence and Power* (éd. Jean-Pierre Chrétien et Richard Banégas) (Londres: Hurst & Co., 2008), p. 195.

36 CPI, «Situation en République démocratique du Congo, Affaire Le Procureur c. Mathieu Ngudjolo: Jugement rendu en application de l'article 74 du Statut», 18 décembre 2012, paragr. 411: <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1529535.pdf>.

37 CPI, déposition de Ndjabu, 30 mars 2011, p. 45: <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1053615.pdf>.

Alors que la violence interethnique atteignait de nouveaux sommets, les milices Ngiti de la collectivité de Walendu Bindi furent secouées par des querelles intestines. À la mi-septembre, Kandro fut assassiné par un garde du corps du «colonel» Cobra Matata qui, à l'époque, était commandant d'Olongba (également connu sous le nom de Bavi). Cet assassinat engendra des affrontements entre Cobra et plusieurs autres commandants. Il semblerait que Kakado, le «prophète» de Tsey, ait alors fait usage de son influence pour nommer Germain Katanga au poste de leader des milices de Walendu Bindi.³⁸

Katanga avait commencé sa carrière militaire comme garde du corps de Kasaki Bandru, un «féticheur» (sorcier) de 55 ans originaire d'Aveba, décrit par l'une des personnes interrogées comme le «fils spirituel» de Kakado.³⁹ Katanga dirigea la délégation de combattants d'Aveba qui se rendit à Beni fin novembre 2002 pour coordonner les activités entre l'APC, l'armée congolaise et les milices Lendu. Une fois à Beni, il rencontra Mbusa et son conseiller, le Dr Adirodu, également de l'ethnie Ngiti. Lors de l'une des réunions, ce dernier expliqua qu'il était le chef de la délégation de la FRPI—un acronyme que Katanga et les autres délégués de Walendu Bindi n'avaient jamais entendu. Néanmoins, à leur retour, ils commencèrent à employer le terme FRPI pour désigner les milices Ngiti, l'associant ainsi au soutien militaire et politique procuré par Kinshasa.⁴⁰

Avant ces discussions avec Katanga, Floribert Ndjabu, qui avait été responsable des relations publiques du cabinet du commissaire aux Transports et aux Communications du RCD-K/ML avant de s'enfuir vers Beni, avait d'abord été choisi comme coordinateur entre les différents alliés. Cependant, peu après sa nomination, le Dr Adirodu arriva de

.....
38 Projet Usalama, personnes interrogées n° 8, 10, 12 et 14, Bunia, août 2012.

39 CPI, déposition de Katanga, 28-29 septembre 2011; Projet Usalama, personne interrogée n° 12, Bunia, août 2012.

40 CPI, «Second Corrigendum», paragr. 576, 582-583, 591-594, et 661-664; entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama, août et septembre 2012.

Kinshasa en remettant en question le rôle de Ndjabu et en affirmant—pour la première fois—qu’il avait créé la FRPI à Kinshasa et que le gouvernement de Kabila l’avait chargé de coordonner les activités entre la FRPI, la RCD-K/ML et l’État-major opérationnel intégré (EMOI), que l’armée congolaise était en train d’établir à Beni.⁴¹

Étant originaire de Walendu Pitsi, Ndjabu ne tarda toutefois guère à jouer un rôle clé pour les milices Lendu du Nord. Il achemina des armes par avion depuis l’EMOI à Beni jusqu’à Mongbwalu puis Rethy.⁴² De là, Ndjabu et plusieurs autres Lendu du Nord se rendirent alors en Ouganda au milieu du mois de novembre, où ils finirent par rencontrer le Président Museveni dans sa ferme de Rwakitura. Ayant appris que l’UPC avait secrètement reçu une aide militaire du Rwanda avant même de s’être emparée du contrôle de Bunia en août, Museveni tentait de contrer l’influence croissante de Kigali en Ituri.⁴³

Deux autres délégations opposées à l’UPC assistèrent à la réunion de Rwakitura: l’une dirigée par Yves Kahwa, chef coutumier Hema qui avait joué un rôle primordial en s’emparant du contrôle de Bunia pour le compte de Lubanga mais s’était ensuite fâché avec lui et avait défection de l’UPC; et l’autre dirigée par Thomas Unencan, représentant les communautés des territoires d’Aru et de Mahagi. Museveni demanda à ces groupes de se réconcilier et fit subtilement référence à sa propre lutte armée, ce que la délégation Lendu interpréta comme une allusion au fait qu’il lui fallait s’organiser pour vaincre l’UPC.

S’en retournant à Rethy et Kpandroma, Ndjabu discuta de l’idée de créer un mouvement politico-militaire—similaire à l’UPC sur le plan structurel—avec Augustin Lobo Nyinga, un enseignant qui avait été porte-parole de la délégation Lendu lors de la réunion de Rwakitura.

41 CPI, déposition de Ndjabu, 30 mars 2011, p. 45–50.

42 CPI, déposition de Ndjabu, 30 mars 2011, p. 56–62.

43 Ce paragraphe ainsi que les trois suivants sont tirés de l’entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Augustin Lobo Nyinga, Bunia, 16 décembre 2012; CPI, déposition de Ndjabu, 8 avril 2011, p. 27–63 et 74–75.

Au cours des jours qui suivirent, cette idée fut abordée à Kpandroma, et Lobo suggéra le nom de FNI. Malgré certains désaccords avec des anciens Lendu, qui étaient opposés à toute influence étrangère, le groupe de Ndjabu décida d'avancer, créant le FNI de manière informelle à la fin du mois de novembre.

Un mois plus tard, les Ougandais invitèrent le FNI et l'UPC à des pourparlers de paix à Arua, reconnaissant ainsi publiquement les deux groupes sur un pied d'égalité—même si le FNI n'avait pas encore établi ses structures politiques ou militaires. Le 23 décembre 2002, soit la veille de son départ pour Arua, Ndjabu fut formellement élu président du FNI à Kpandroma. Cependant, ce n'est qu'une fois arrivée à Arua que la délégation FNI finalisa le document fondateur du mouvement et commença à désigner des commissaires. Tout comme lorsque l'UPC avait pris le contrôle de Bunia, le FNI choisit délibérément des membres exécutifs issus de différents groupes ethniques.

Non seulement la délégation UPC refusa de signer tout accord à Arua, mais son président Lubanga se rendit au Nord-Kivu où il conclut une alliance avec le RCD-Goma. Cette alliance formelle avec le principal mandataire congolais du Rwanda était incontestablement un acte de provocation destiné à l'Ouganda.⁴⁴ Le décor était ainsi planté pour une nouvelle escalade de la violence en Ituri opposant, d'une part, Kigali et l'UPC, et, d'autre part, Kampala, Kinshasa et leurs nouveaux alliés du FNI et de la FRPI.

.....
 44 Tamm, *L'UPC dans le district de l'Ituri*, chapitres 2–3.

3. Escalade de la violence et intervention

Grâce au soutien considérable que leur accordèrent les gouvernements congolais et ougandais pendant la première moitié de 2003, le FNI et la FRPI remportèrent toute une série de victoires militaires contre l'UPC qui, elle, était appuyée par le Rwanda. Cependant, au mois de juin, les combats s'étaient tellement intensifiés qu'une force d'intervention multinationale dut être envoyée à Bunia. L'Ouganda s'étant retiré de l'Ituri au mois de mai et le nouveau gouvernement de transition à Kinshasa étant favorable à l'intervention, les milices Lendu se retrouvèrent de nouveau en grande partie livrées à elles-mêmes.

Exception faite de la branche du FNI à Mongbwalu, ces milices manquaient toujours de cohésion. Autrement dit, les modifications qui s'opérèrent de la mi-2002 à la mi-2003 au niveau des alliances régionales donnèrent aux Lendu du Nord décentralisés et aux milices Ngiti fragmentées une dénomination commune et leur fournirent des armes, mais leurs structures organisationnelles ne s'en trouvèrent pas fondamentalement transformées.

La paix dans les paroles, la guerre dans les actes

Le 6 septembre 2002, les gouvernements congolais et ougandais avaient signé l'accord de Luanda, convenant ainsi d'instaurer une Commission pour la pacification de l'Ituri (CPI) avec l'aide de l'ONU. L'Ouganda s'était en outre engagé à retirer ses troupes de Bunia dans les 80 jours qui suivraient l'inauguration de la CPI.⁴⁵ Une fois cet accord signé, Joseph Kabila, devenu Président après l'assassinat de son père en janvier 2001, et le Président Museveni commencèrent à coordonner leurs activités concernant l'Ituri.

Museveni facilita les contacts entre Kabila et le chef Kahwa, ce qui

.....
⁴⁵ Accord de Luanda, Luanda, 6 septembre 2002: voir la bibliographie pour connaître l'URL.

conduisit à la création—du moins sur le papier—du Parti pour l’unité et la sauvegarde de l’intégrité du Congo (PUSIC). Lorsque la délégation de l’UPC refusa de signer l’accord d’Arua, Museveni convia celle du FNI à Kampala pour une autre réunion avec Kahwa, alors devenu président du PUSIC, ainsi qu’avec Unencan, dont la délégation d’Aru et de Mahagi avait précédemment constitué la Force populaire pour la démocratie du Congo (FPDC).⁴⁶ Début février, les trois groupes fondèrent le Front pour l’intégration et la paix en Ituri (FIPI).⁴⁷

Pendant, pour reprendre l’expression employée par l’ancien chef d’État-major de Ndjabu, le FIPI était «mort-né».⁴⁸ Lors de la réunion de Kampala, Ndjabu et le chef Kahwa ne parvinrent pas à se mettre d’accord sur la personne qu’il fallait nommer au poste de président de cette nouvelle alliance; cette question resta irrésolue. Deux autres événements fin février et début mars conduisirent ensuite à la désintégration du FIPI. Premièrement, des milices Lendu et Ngiti attaquèrent la base de l’UPC à Bogoro, d’une grande importance stratégique, faisant au moins 200 morts parmi la population civile. C’est pour cette attaque que Germain Katanga est actuellement jugé à la Cour pénale internationale (CPI), tandis que Mathieu Ngudjolo a déjà été acquitté. Deuxièmement, des milices Lendu attaquèrent le bastion de l’UPC à Mandro, dans la chefferie de Kahwa, tuant également de nombreux civils. Choqué par ces massacres, Kahwa se retira officiellement de l’alliance. Néanmoins, le 6 mars 2003, il aida l’UPDF et des milices Lendu à chasser l’UPC de Bunia en demandant aux troupes UPC qui lui étaient fidèles de se retirer.⁴⁹

.....
46 Voir l’annexe pour obtenir une vue d’ensemble de ces groupes armés, et d’autres, qui entretiennent des liens avec l’Ituri.

47 Projet Usalama, personne interrogée n° 54, Kinshasa, août 2012; CPI, Déposition de Ndjabu, 13 avril 2011, p. 23–28.

48 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Joseph Chura, Bunia, 20 août 2012.

49 Projet Usalama, personnes interrogées n° 34, 50, 54 et 78, Bunia et Kinshasa, août et décembre 2012. Pour connaître les détails de ces deux procès devant la CPI, veuillez consulter <http://www.katangatrial.org/trial-background>.

Alliance éphémère entre le FNI et la FRPI à Bunia

Le 18 mars 2003, alors que Bunia était fermement contrôlée par l'Ouganda et en présence de représentants de Kinshasa, tous les groupes armés de l'Ituri, à l'exception de l'UPC, signèrent un accord de cessez-le-feu, ouvrant ainsi la voie à la création de la Commission pour la pacification de l'Ituri. Entre-temps, des représentants du FNI et de la FRPI, ainsi que des leaders de milices Lendu et Ngiti que les deux mouvements avaient tenté d'assimiler, se rendirent à l'Hôtel Musafiri pour essayer d'instaurer un haut commandement militaire conjoint, soutenu par Kinshasa.⁵⁰

La confusion était totale. La plupart des personnes interrogées pour les besoins du présent rapport étaient d'accord sur l'identité des commandants nommés aux postes à responsabilité, mais sans savoir précisément qui occupait tel ou tel poste. En outre, si certains se mirent à considérer la FRPI comme l'aile militaire du FNI—désignant ainsi l'ensemble des combattants Lendu et Ngiti du Nord par le nom de FRPI—, d'autres continuèrent d'associer les milices Lendu du Nord au FNI, et les milices Ngiti à la FRPI.⁵¹

Les trois commandants les plus souvent cités lors de l'élaboration du présent rapport étaient Katanga, Ngudjolo et maître Kiza. Les procureurs de la Cour pénale internationale ne parvinrent pas à prouver que Ngudjolo était en réalité responsable de la milice Lendu de Zumbe qui avait contribué à combattre l'UPC le 6 mars, mais c'est ainsi qu'il se présenta après les combats, suscitant rapidement le respect de l'UPDF. D'après la déposition de Ngudjolo lui-même, Ndjabu le nomma chef d'état-major général adjoint en charge des opérations. Il suggéra également que Kiza avait été nommé chef d'état-major global. Il semblerait que Katanga ait au départ été l'adjoint de Kiza, lui succédant lorsque celui-ci fut tué lors d'une bataille en mai.⁵²

50 CPI, «Second Corrigendum», paragr. 589–590, 732.

51 Projet Usalama, personnes interrogées n° 6, 12, 38, 56, 79 et 85, Bunia, Kpandroma et Mongbwalu, août et décembre 2012.

52 CPI, «Le Procureur c. Mathieu Ngudjolo», paragr. 430-503; CPI, déposition de

Peu après que la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) avait aidé à instaurer la Commission pour la pacification de l'Ituri en avril 2003, l'armée ougandaise commença son retrait. Tentant de combler le vide ainsi laissé, la MONUC envoya 720 Casques bleus uruguayens. Ceux-ci furent confrontés à une situation chaotique: le retrait de l'UPDF, qui se termina le 6 mai 2003, permit à l'UPC—procurée par le Rwanda—de reprendre la capitale du district.⁵³

De l'Opération Artémis à l'acte d'engagement

Lors des combats à Bunia, des milliers de civils tentèrent de s'abriter à proximité du quartier général de la MONUC, tandis que des milliers d'autres fuirent la ville. Cette effusion de sang, qui avait largement été prévue, conduisit le Conseil de sécurité de l'ONU à autoriser la création d'une Force multinationale intérimaire d'urgence (FMIU). La France donna la réplique en lançant la première opération militaire autonome de l'Union européenne en dehors de l'Europe, qui fut baptisée «Opération Artémis». Le 6 juin, les troupes de la FMIU commencèrent à se déployer à Bunia et prirent rapidement le contrôle de la ville, se heurtant à plusieurs reprises à des groupes armés.⁵⁴ Mais le mandat de la FMIU se limitait à la ville et à ses environs et ne devait durer que trois mois. La violence se poursuivit dans les zones rurales de l'Ituri.

Ayant fui Bunia, les milices Lendu du Nord (FNI) et Ngiti (FRPI) suivirent pour ainsi dire des voies séparées. Mongbwalu devint ainsi le principal bastion du FNI jusqu'en 2005. La plupart de ses commissaires

.....
 Ngudjolo, 8 novembre 2011, p. 55, 74–75: <http://www2.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1422103.pdf>; CPI, «Second Corrigendum», paragr. 732, 736.

53 Conseil de sécurité de l'ONU, S/2003/566, «Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo», 27 mai 2003, paragr. 13–16.

54 IRIN, «DRC–Uganda: Ituri braces for Ugandan pullout», 17 avril 2003; Section des pratiques optimales de maintien de la paix de l'ONU (Division militaire), «Operation Artemis: The Lessons of the Interim Emergency Multinational Force», octobre 2004.

y restèrent et «administrèrent» la ville.⁵⁵ Ses combattants exploitèrent les mines d'or, leur marchandise étant ensuite échangée contre des armes. Le groupe profita également de relations commerciales avec la multinationale AngloGold Ashanti, qui lança des opérations d'exploration dans la région. Entre-temps, la branche de Kpandroma du FNI forgea une alliance avec les Forces armées du peuple congolais (FAPC) de Jérôme Kakwavu. Il s'agissait là de combattants qui avaient contrôlé les territoires d'Aru et de Mahagi pour le compte de l'UPC avant de se séparer et de créer les FAPC en mars 2003. Ce même mois, Kakwavu aida aussi le FNI à reprendre Mongbwalu. Le coordinateur du FNI à Kpandroma a expliqué qu'à l'époque, le FNI comptait trois branches différentes (Bunia, Kpandroma et Mongbwalu), et que chacune d'entre elles était en quête d'alliances pour des raisons économiques. Dans le cas de Kpandroma, le FNI et les FAPC se partageaient les recettes dégagées du commerce transfrontalier avec l'Ouganda.⁵⁶

De juin 2003 à mai 2004, les milices du FNI et de la FRPI continuèrent de s'en prendre aux civils Hema dans les territoires de Djugu et d'Irumu, tandis que les milices Hema, en association avec l'UPC, attaquèrent des villageois Lendu. La Brigade Ituri de la MONUC, qui succéda à la FMIU à la mi-septembre, réagit en octobre en arrêtant Ngudjolo, le leader de milice Lendu, et en le transférant dans une prison de Kinshasa. Qui plus est, le gouvernement congolais de transition assigna à résidence Lubanga, le président de l'UPC, et Ndjabu, le président du FNI, au Grand Hôtel de Kinshasa, après que ces deux hommes s'étaient rendus dans la capitale en août 2003 pour y mener des négociations. Cependant, Ndjabu réussit à s'échapper et gagna Mongbwalu en février 2004.⁵⁷

.....

55 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec Elisabeth Sakina Buve (ancienne commissaire du FNI en charge des affaires sociales) et Marcelin Ndovya Kambale (ancien commissaire du FNI en charge de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche), Mongbwalu, 19 décembre 2012.

56 HRW, «Le fléau de l'or», p. 51-83; entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Herman Ndrugboma Kranjedu, Kpandroma, 17 décembre 2012.

57 Conseil de sécurité de l'ONU, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri», p. 61-62;

Le 14 mai 2004, les négociations entre les groupes armés de l'Ituri, le gouvernement congolais et la MONUC débouchèrent sur la signature d'un acte d'engagement à Kinshasa, en vertu duquel les représentants de tous les groupes armés convenaient de cesser les hostilités et de soutenir le programme Désarmement et Réinsertion communautaire (DRC) pour l'Ituri de l'ONU.⁵⁸ Cet accord marqua le début d'une période longue et agitée, marquée par la démobilisation, la réintégration et une résistance permanente.

.....
HRW, «Le fléau de l'or», p. 40–51; document interne de la MONUC, détenu dans les dossiers du Projet Usalama.

58 ICG, «Maintaining Momentum in the Congo: The Ituri Problem», 26 août 2004, p. 9–11.

4. Démobilisation, réintégration et résistance

Depuis le moment de la signature de l'acte d'engagement en mai 2004 jusqu'en novembre 2007, de grandes zones de l'Ituri restèrent touchées par l'activité des milices. Alors que le FNI s'était largement désarmé et transformé en parti politique, la FRPI poursuivait sa résistance armée, se joignant provisoirement à une nouvelle alliance rebelle composée entre autres d'anciens membres du FNI.

Les conditions signalées par le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan concernant la période s'étalant de la signature de l'acte d'engagement à la mi-août 2004 ne s'améliorèrent guère lors des trois années suivantes: «Les affrontements directs entre ethnies ont diminué, mais les groupes armés n'en ont pas moins continué à harceler la population locale, à lui soutirer des impôts, à exploiter les ressources naturelles et à se livrer au trafic d'armes.»⁵⁹ Quelques mois plus tard, la FRPI et le PUSIC avaient tant bien que mal forgé une alliance pour se partager les recettes fiscales dégagées des activités commerciales transitant par Kasenyi. Entre-temps, la coopération entre le FNI et les FAPC dans le nord de l'Ituri s'était effondrée.⁶⁰

Après le lancement de la première phase du programme DRC en septembre 2004, la dynamique de la violence continua d'évoluer d'un conflit interethnique à une lutte opposant la MONUC et l'armée congolaise, qui portait désormais le nom de «Forces armées de la République démocratique du Congo» (FARDC), aux groupes qui refusaient de se désarmer. Bien que Germain Katanga (FRPI) et Goda Sukpa (FNI) se

.....
⁵⁹ Conseil de sécurité de l'ONU, S/2004/650, «Troisième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo», 16 août 2004, paragr. 27.

⁶⁰ Projet Usalama, personne interrogée n° 21, Bunia, août 2012; Conseil de sécurité de l'ONU, S/2004/650, «Troisième rapport spécial», paragr. 30.

soient rendus à Kinshasa en janvier 2005 pour prendre leurs fonctions de généraux au sein des FARDC, nombre de leurs camarades poursuivirent les combats. Au même moment, la MONUC se mit à faire preuve d'une plus grande fermeté en Ituri, attaquant des groupes armés et coupant leurs voies d'approvisionnement.⁶¹

Transformation politique du FNI

Lorsque neuf Casques bleus bangladeshis furent tués dans une embuscade près de Kafe le 25 février 2005, le gouvernement de transition et la MONUC arrêtaient à Kinshasa plusieurs leaders de groupes armés ituriens, dont le président du FNI, Ndjabu, et le commissaire à la défense, Pichou Iribi. Les deux hommes s'étaient rendus dans la capitale en tant que rivaux; ils souhaitaient tous les deux inscrire leur groupe armé comme parti politique. Après l'arrestation de Ndjabu, son chef d'état-major Joseph Chura devint secrétaire général et président par intérim du FNI. En août 2005, le FNI se transforma officiellement en un parti congolais national.⁶² À ce moment-là, quelque 3 000 combattants du FNI avaient rejoint la première phase du programme DRC, un nombre important étant donné que les estimations du programme DRC et de la MONUC pour le FNI et la FRPI allaient de 4 000 à 5 000 et que la quasi-totalité des membres de la FRPI refusaient de participer à cette phase.⁶³

D'après ses représentants politiques, le FNI cessa alors d'exister en tant que groupe armé et rompit toute relation avec les combattants Lendu. Le fait que ses responsables politiques avaient au départ tenté d'assimiler

61 International Crisis Group (ICG), «Congo: Four Priorities for a Sustainable Peace in Ituri», 13 mai 2008, p. 30-31; Dan Fahey, «How Ituri was Won: MONUC in DR Congo's Ituri District, 2000-2007» (manuscrit non publié), avril 2012.

62 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec Joseph Chura, Bunia, 20 août 2012, et Michel Kalimi, Bunia, 21 août 2012.

63 ICG, «Congo: Four Priorities», p. 32; document interne de la MONUC, détenu dans les dossiers du Projet Usalama; Tsjeard Bouta, «Assessment of the Ituri Disarmament and Community Reinsertion Program (DCR)», mai 2005, p. 13.

toutes les milices Lendu de Djugu commençait toutefois à faire du tort au mouvement; en effet, les leaders de milices qui poursuivaient leur résistance continuèrent de s'appeler FNI.⁶⁴ C'est à la fin de la première phrase du programme DRC, à la mi-2005, que Mathieu Ngudjolo allait faire sa réapparition en Ituri, tentant de réunir d'anciens ennemis au sein d'une nouvelle coalition.

Le MRC et ses relations avec le FNI et la FRPI

En mars 2005, à sa libération de prison, Ngudjolo quitta Kinshasa pour regagner le nord-est du Congo. Avec l'ancien commandant du RCD-K/ML Frank Kakolele Bwambale (un Nande) et l'ancien chef d'état-major du président Lubanga de l'UPC Dieudonné Mbuna (un Hema), Ngudjolo commença alors à rapprocher les éléments du FNI, de la FRPI, du PUSIC et de l'UPC qui poursuivaient leur lutte contre un ennemi commun, les FARDC et la MONUC. Le Mouvement révolutionnaire congolais (MRC) fut créé officiellement à Jinja (Ouganda) en juin 2005. Ngudjolo devint président et commandant militaire du MRC, tandis que Mbuna était nommé secrétaire général, chargé de représenter le mouvement sur la scène politique.⁶⁵

À Jinja se trouvaient également d'autres commandants qui s'obstinaient à se désigner sous l'appellation FNI, notamment Justin Lobho et Charif Manda; la FRPI était représenté par Jean-Pierre Sambidhu, frère cadet du Dr Adirodu. Le principal leader de la milice FNI de 2005 à 2007 fut toutefois Peter «Karim» Udaga, qui entretenait des relations difficiles avec le MRC. Jusqu'en 2005, Karim avait été un commandant de bas échelon à Walendu Pitsi. Lorsque le programme DRC fut lancé, il se retira dans la forêt de Dhera, près de Kpandroma, instaurant une nouvelle milice

64 Projet Usalama, personnes interrogées n° 73, 74 et 76, Bunia, décembre 2012.

65 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Dieudonné Mbuna, Bunia, 22 août 2012; personnes interrogées n° 69, 70, 88 et 89, Bunia, octobre et décembre 2012.

et devenant vite tristement célèbre pour ses actes de banditisme et de harcèlement à l'encontre de civils.⁶⁶

Entre-temps, Ngudjolo, Mbuna et d'autres se rendirent à Walendu Bindi autour du mois d'août 2005 pour essayer de convaincre Cobra Matata de rejoindre le MRC. Après le départ de Katanga au mois de janvier, Cobra était devenu le principal leader des milices Ngiti dans le territoire d'Irumu; c'est lui et non pas Sambidhu qui, concrètement, contrôla la FRPI de 2005 à 2007. Ces dernières milices lancèrent plusieurs attaques conjointes contre les troupes des FARDC et de la MONUC.⁶⁷ Entre la fin 2005 et le début 2006, Walendu Bindi fut durement frappé par les combats. Comme l'a dit un leader communautaire, «tout le monde a tout perdu».⁶⁸

Les relations entre le MRC et la FRPI se détériorèrent rapidement, notamment parce que de nombreux combattants Ngiti n'appréciaient guère le caractère importé du nouveau mouvement. D'après les témoignages, lorsque Ngudjolo organisa un congrès public du MRC dans sa ville natale, Kambutso, près de Zumbe, en février 2006, aucun représentant de la FRPI n'aurait accepté son invitation. De nombreux Lendu du Nord étaient par ailleurs mécontents de sa collaboration avec des combattants Hema, l'un d'entre eux allant même jusqu'à l'accuser d'avoir trahi sa communauté.⁶⁹

Tandis que la FRPI était repoussé dans la forêt de Tsey, Karim lança une attaque ambitieuse contre les troupes de la MONUC fin mai 2006, prenant en otages sept Casques bleus. Ce développement, associé aux efforts déployés par le gouvernement pour apaiser les dernières milices avant les élections générales du 30 juillet, conduisit à l'intensification

.....
66 Projet Usalama, personnes interrogées n° 79, 80, 81 et 82, Kpandroma et Rethy, décembre 2012.

67 Projet Usalama, personnes interrogées n° 69, 70, 88 et 89, Bunia, octobre et décembre 2012.

68 Projet Usalama, personne interrogée n° 13, Bunia, août 2012.

69 Projet Usalama, personnes interrogées n° 84, 88 et 89, Kpandroma et Bunia, décembre 2012.

des dialogues entre les FARDC, la MONUC et les derniers groupes armés ituriens, ainsi qu'au lancement de la deuxième phase du programme DRC. Au mois de juillet, les sept Casques bleus étaient libérés, et Karim et Ngudjolo signèrent tous les deux des accords en vue de rejoindre les FARDC. Peu après l'annonce à la mi-novembre 2006 de la victoire de Kabila au second tour de l'élection présidentielle, la FNI-Karim et le MRC renouvelèrent leurs engagements, et la FRPI de Cobra conclut un accord similaire.⁷⁰

Il fallut toutefois encore 12 mois de négociations agitées pour que Cobra, Karim et Ngudjolo se retrouvent enfin à l'aéroport de Bunia pour se rendre à Kinshasa afin d'y prendre leurs fonctions au sein des FARDC. Au même moment prit fin la troisième phase du programme DRC, conduisant au désarmement de 1 858 combattants. Entre 2004 et 2007, 24 527 combattants avaient suivi les trois phases du programme.⁷¹ Même s'il subsistait quelques poches de résistance dans les territoires de Djugu et d'Irumu, ces développements jouèrent un rôle clé dans le processus délicat de pacification du district.

.....
70 ICG, «Four Priorities», p. 33–35.

71 Fahey, «How Ituri was Won», p. 21–31.

5. La lutte continue: la FRPI depuis la fin 2007

La trajectoire de la FRPI depuis la fin 2007 jusqu'au début 2013 peut être divisée en deux parties: la première, qui dura jusqu'en mai 2010, fut marquée par les efforts de réorganisation de la FRPI suite au départ de Cobra Matata et de 11 de ses principaux officiers, événement qui affaiblit considérablement le groupe. La seconde débuta par le retour de Cobra à Walendu Bindi, entraînant une redynamisation de la FRPI, la création de nouvelles alliances, et une nouvelle période de longues négociations qui, pour l'instant, n'a pas produit de résultats durables.

La FRPI sans Cobra

Si Cobra et la plupart de ses hauts commandants s'intégrèrent aux FARDC fin 2007, la majorité des éléments de la FRPI d'un rang subalterne n'en bougèrent pas. L'arrestation de Kakado, leur leader spirituel, au mois d'août et le transfert de Germain Katanga devant la Cour pénale internationale le 17 octobre 2007 fâchèrent de nombreux combattants Ngiti, renforçant leurs suspicions à l'égard du gouvernement congolais. Mbadhu Adirodhu, simple capitaine sous Cobra, fut nommé colonel par ses confrères commandants et commença à restructurer la FRPI. Entre-temps, les combattants du PUSIC et de l'UPC qui avaient refusé d'être intégrés dans le cadre du MRC rejoignirent les hommes de Mbadhu dans la forêt de Tsey.⁷²

Fin janvier 2008, les troupes des FARDC et de la MONUC lancèrent une initiative conjointe, l'Opération Iron Stone, et prirent rapidement le contrôle du bastion de la FRPI à Tsey. À peine un mois plus tard, cependant, la milice parvint à contraindre les FARDC à quitter la

.....
72 Projet Usalama, personnes interrogées n° 69, 70 et 88, Bunia, octobre et décembre 2012; ICG, «Four Priorities», p. 5.

zone, éveillant des soupçons selon lesquels le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) avait contribué à coordonner l'attaque. Ces soupçons furent confirmés lorsque le Front populaire pour la justice au Congo (FPJC)—un groupe hétéroclite composé des derniers membres de milices—fit son apparition sur la scène iturienne autour du mois de septembre 2008 en reconnaissant ouvertement l'existence de liens étroits entre les deux groupes.⁷³

Le FPJC était dirigé par l'ancien commandant du FNI et du MRC Charif Manda, qui avait passé beaucoup de temps en Ouganda, assumant la responsabilité de plusieurs attaques FRPI tout en envoyant des délégués à Walendu Bindi pour convaincre le colonel Mbadhu de se joindre à son nouveau groupe. En 2009, le FPJC aurait, d'après les informations disponibles, exploité les zones aurifères situées aux environs d'Aveba (Irumu) et de Libi (Djugu). Ses attaques provoquèrent le déplacement de 60 000 à 100 000 personnes dans les deux territoires—alors que la MONUC avait estimé que cette alliance ne comptait que quelque 200 combattants.⁷⁴

Du retour de Cobra à la COGAI

À partir de la fin 2009 et jusqu'en 2010, des éléments FRPI du FPJC s'affrontèrent de manière sporadique à des unités FARDC et continuèrent d'assujettir les populations civiles de Walendu Bindi à des pillages.⁷⁵ À ce moment-là, de nombreux observateurs croyaient que le groupe ne se

73 ICG, «Four Priorities», p. 4–6; Conseil de sécurité de l'ONU, S/2008/773, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application de l'alinéa d) du paragraphe 18 de la résolution 1807 (2008)», 12 décembre 2008, paragr. 121–125.

74 Projet Usalama, personne interrogée n° 88, Bunia, décembre 2012; Conseil de sécurité de l'ONU, S/2009/603, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application du paragraphe 8 de la résolution 1857 du Conseil de sécurité (2008)», 23 novembre 2009, paragr. 241–242.

75 Cette partie s'inspire de Henning Tamm, «Coalitions and Defections in a Context of Uncertainty – A Report from Ituri», 24 et 27 août 2012.

battait que pour sa survie.⁷⁶ Puis, début juin, il fut annoncé que Cobra Matata avait rejoint la FRPI à Tsey. Cette nouvelle créa une «véritable onde de choc» parmi les anciens de la collectivité.⁷⁷ Pendant les pourparlers, Cobra aurait donné trois raisons pour expliquer sa défection de l'armée congolaise: il n'avait pas obtenu de poste convenable au sein de l'armée, son logement à Kinshasa était médiocre et il ne touchait pas son salaire.⁷⁸

Après des tensions initiales entre Cobra et Mbadhu, ce dernier se rapprocha, devenant commandant adjoint de Cobra. Même si la FRPI se renforça après le retour de Cobra, le mouvement resta en grande partie dans la forêt de Tsey, se déplaçant surtout dans d'autres régions de Walendu pour y mener des opérations commando.⁷⁹ De juin à août 2010, les FARDC lancèrent plusieurs attaques contre la milice mais, une fois de plus, ne parvinrent pas à la démanteler.⁸⁰ Un mois plus tard, Charif Manda fut arrêté à Arua (Ouganda) et transféré en Ituri. Le FPJC, déjà affaibli par le retrait de Cobra, fut pour ainsi dire anéanti.⁸¹

Selon des agents de l'ONU, la FRPI resta une force mineure pendant une grande partie de l'année 2011, comptant tout au plus une centaine de combattants. À l'approche de l'élection générale du mois de novembre, cependant, les choses changèrent. On commença à signaler que Bosco Ntaganda—l'un des principaux commandants militaires de l'UPC de 2002 à 2005—s'était secrètement rendu en Ituri.⁸² En janvier 2009,

76 Radio Okapi, «Ituri: un mort suite aux attaques des miliciens FPJC», 7 avril 2010.

77 Projet Usalama, personne interrogée n° 14, Bunia, août 2012.

78 Projet Usalama, personne interrogée n° 10, Bunia, août 2012.

79 Projet Usalama, personnes interrogées n° 10 et 18, Bunia, août 2012.

80 Radio Okapi, «Ituri: les FARDC reprennent 6 bastions des miliciens du FPJC», 24 juin 2010; Radio Okapi, «Ituri: opération 'Safisha', 98 miliciens du FPJC et 2 soldats des FARDC tués», 20 août 2010.

81 Conseil de sécurité de l'ONU, S/2010/596, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application du paragraphe 6 de la résolution 1896 (2009)», 29 novembre 2010, paragr. 33; Projet Usalama, personne interrogée n° 88, Bunia, décembre 2012.

82 Jason Stearns, «Strongman of the Eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda»,

Ntaganda prit la tête du CNDP, qui s'intégra dans l'armée congolaise après l'arrestation de Nkunda ce mois-là, mais continua d'opérer deux chaînes de commandement distinctes au Nord-Kivu. Fin octobre 2011, la FRPI prit le contrôle de Gety, forçant les FARDC à prendre la fuite.⁸³

En février 2012 eut lieu une défection de l'armée à Marabo, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Bunia. Les leaders de cette mutinerie étaient des officiers du Nord-Kivu, et plusieurs observateurs ont suggéré l'existence d'un rapport entre la mutinerie de Marabo et la rébellion du M23 au Nord-Kivu, lancée en avril par d'anciens officiers du CNDP dont Ntaganda. À vrai dire, comme l'estiment de nombreux observateurs, la mutinerie de Marabo était censée se produire au même moment que les défections du M23 dans les Kivus, mais elle avait dû être avancée à cause d'une fuite d'information. Le commandant des FARDC en charge des opérations en Ituri accusa ouvertement le lieutenant-colonel Germain Bahame, chef de Marabo, de collaborer avec le M23.⁸⁴

Inquiété par ces défections, le général Gabriel Amisi se rendit à Bunia. Il voulait ainsi accélérer le processus de régimentation qu'il avait initié dans le but de restructurer l'armée, et il demanda aux soldats de se regrouper dans plusieurs centres militaires.⁸⁵ La FRPI, dont les effectifs avaient doublé en raison des défections, passant ainsi de 250 à 500 éléments, profitèrent du vide sécuritaire laissé par ces redéploiements pour prendre le contrôle de la quasi-totalité de Walendu Bindi.

.....

Institut de la Vallée du Rift, 12 mars 2013.

83 Projet Usalama, personnes interrogées n° 18 et 22, Bunia, août 2012; Radio Okapi, «Ituri: la localité de Gety aux mains des miliciens de la FRPI», 20 octobre 2011.

84 Projet Usalama, personnes interrogées n° 18, 22 et 31, Bunia, août 2012; Conseil de sécurité de l'ONU, S/2012/843, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo conformément au paragraphe 4 de la résolution 2021 (2011)», 15 novembre 2012, paragr. 89.

85 Ce paragraphe ainsi que les suivants s'appuient sur le Projet Usalama, personne interrogée n° 18, Bunia, août 2012; également Conseil de sécurité de l'ONU, S/2012/348, «Rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, conformément au paragraphe 4 de la résolution 2021 (2011)», 21 juin 2012, paragr. 51-52; Conseil de sécurité de l'ONU, S/2012/843, paragr. 83.

Fin février, une délégation d'agents locaux et de leaders communautaires rencontra Cobra à Bukiringi, où il énuméra les conditions à satisfaire pour que la FRPI soit disposé à intégrer les FARDC. Une personne présente à cette réunion a suggéré que les revendications de Cobra s'inspiraient de l'accord du 23 mars 2009 passé entre le CNDP et le gouvernement congolais, qui allait par la suite donner son nom au M23. Entre autres, Cobra réclama que lui et ses troupes soient intégrés tout en restant basés en Ituri. Pendant trois mois, le gouvernement congolais ne donna tout bonnement aucune suite à ces demandes.

Entre-temps, en mai 2012, un groupe d'anciens combattants du PUSIC et de l'UPC, pour la plupart Hema, demanda à Cobra de devenir le chef d'une nouvelle alliance rebelle, la Coalition des groupes armés de l'Ituri (COGAI), qui réunissait plusieurs petites milices formées dans les territoires de Djugu et d'Irumu suite à la rébellion du M23 au Nord-Kivu. D'après un représentant de la COGAI, l'idée de cette coalition avait germé lorsque les combattants avaient entendu dire que Cobra avait été prié de former une alliance avec le M23, redoutant qu'il ne devienne ainsi suffisamment puissant pour s'en prendre à leurs villages.⁸⁶

Depuis juin 2012, Cobra engagea de nouvelles négociations avec Kinshasa, tout en restant affilié, de loin, à la COGAI et au Mouvement de résistance populaire au Congo (MRPC), un groupe armé issu de la COGAI en août, cette dernière n'ayant pas réussi à obtenir un large soutien parmi la communauté Hema à Djugu. Lorsque le MRPC fut décimé par l'armée congolaise en septembre, Cobra, d'après certaines informations, aurait permis à certains de ses combattants de passer en toute sécurité en Ituri du Sud et au Nord-Kivu.⁸⁷

Entre-temps, les combattants de la FRPI se regroupèrent dans trois camps de Walendu Bindi où ils furent nourris et payés en attendant d'être intégrés. Le 20 octobre 2012, cependant, Cobra émit de nouvelles demandes. Bien que des représentants de Walendu Bindi aient à plusieurs

86 Projet Usalama, personne interrogée n° 18, Bunia, août 2012.

87 Conseil de sécurité de l'ONU, S/2012/843, paragr. 82-89, 117.

reprises tenté de nouer un dialogue avec la FRPI pour le compte de l'armée, les négociations n'ont pas encore réellement progressé. Début 2013, de nouvelles tensions sont apparues entre Hema et Ngiti, ces derniers accusant la FRPI d'avoir mené de vastes opérations de pillage de bétail. Certains observateurs ont suggéré que Cobra—comme bon nombre de ses prédécesseurs—perdait progressivement le contrôle des combattants Ngiti. Lors d'une conférence de presse organisée fin mars, il réaffirma ses demandes de réintégration au gouvernement congolais.⁸⁸

88 Radio Okapi, «Ituri: le chef milicien Cobra Matata réclame à nouveau d'être amnistié par Joseph Kabila», 27 mars 2013.

6. Conclusions et considérations d'ordre politique

Comparé au Nord et au Sud-Kivu, l'Ituri a enregistré une baisse remarquable de la violence depuis 2007. Néanmoins, la situation y reste fragile, et elle s'est aggravée depuis la mutinerie de Marabo de février 2012. Aujourd'hui, l'Ituri risque une fois de plus de se trouver mêlée à un conflit plus étendu—celui du M23. Il est toutefois peu probable que redémarre un nouveau cycle caractérisé par une propagande vicieuse et des massacres réciproques, comme sur la période 1999-2003, qui vit la naissance des milices Lendu et Ngiti, lesquelles allaient par la suite constituer l'épine dorsale du FNI et de la FRPI.

Si les nouvelles et les anciennes milices d'Ituri devaient s'unir aux groupes du Nord-Kivu, elles pourraient déstabiliser encore davantage le nord-est du Congo. Cependant, les groupes dirigés par des Hema, comme le MRPC, qui ne sont guère soutenus par leur communauté, se sont considérablement affaiblis, et ceux qui sont dominés par les Lendu comme la FRPI restent des alliés improbables du M23, dont les commandants pour la plupart Tutsi et congolais comptent plusieurs anciens officiers de l'UPC haut placés.

Quoi qu'il en soit, il ne suffira pas d'intégrer la FRPI dans l'armée pour apporter une paix et une stabilité durables en Ituri. L'histoire des groupes armés analysés dans le présent rapport fait ressortir plusieurs problématiques politiques générales qu'il faudra résoudre pour pouvoir atteindre cet objectif global.

Au-delà d'une intégration de la FRPI

Les litiges fonciers qui, en 1999, se transformèrent en conflit sanglant, pour finir par contribuer à la création du FNI et de la FRPI, trouvent leurs origines dans différents phénomènes: perceptions conflictuelles des droits à la propriété foncière; absence ou corruption des autorités de l'État; et fortes inégalités socioéconomiques. L'implication externe a

entraîné une militarisation de ces litiges, qui furent ensuite exacerbés par des responsables politiques locaux, nationaux et étrangers ainsi que par des officiers de l'armée. L'exploitation des ressources naturelles, et plus spécialement de l'or, par les groupes armés et les liens que ceux-ci formèrent avec des réseaux commerciaux transnationaux—voire avec des multinationales, comme dans le cas du FNI avec AngloGold Ashanti—contribuèrent à la perpétuation des combats. En même temps, le FNI et la FRPI découlent tous les deux des initiatives locales d'autodéfense contre l'injustice et l'oppression.

Les litiges fonciers, la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice, la gouvernance dans le secteur des ressources naturelles et les griefs populaires à l'égard des autorités sont autant de défis qui restent applicables non seulement à l'Ituri, mais aussi au pays tout entier.⁸⁹

Si les tensions interethniques, notamment entre Hema et Lendu, sont toujours un problème d'actualité, la plupart des Ituriens sont unis par une immense frustration envers le gouvernement congolais, qu'ils considèrent comme étant, au mieux, absent et, au pire, profiteur. La mise en œuvre du processus de décentralisation stipulé par la Constitution de 2006 serait une étape essentielle pour restaurer un minimum de confiance dans le gouvernement. La décentralisation, associée au système de «découpage» (création de nouvelles provinces), permettrait à l'Ituri de passer du statut de district à celui de province et apporterait des recettes significatives. Comme l'a dit un ancien candidat FNI à un poste de député, cela permettrait de «rapprocher l'administration des administrés».⁹⁰ Toutefois, à elle seule, la décentralisation a peu de chances de régler le problème plus large du manque de légitimité à Kinshasa.⁹¹

.....

89 Jason Stearns, *PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013), chapitre 5; Henning Tamm et Claire Lauterbach, «Dynamics of Conflict and Forced Migration in the Democratic Republic of Congo: Experts workshop report», Oxford: Refugee Studies Centre, janvier 2011.

90 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Célestin Tawara, Bunia, 15 décembre 2012.

91 Herbert F. Weiss et Georges Nzongola-Ntalaja, «Decentralization and the DRC –

Les plus gros défis auxquels le gouvernement de Kinshasa reste confronté concernent la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice. Les défections au sein des FARDC, telles que la mutinerie de Marabo, sont venues étoffer les effectifs des milices ituriennes et alimenter les griefs des populations envers le gouvernement. Tant que les commandants et les soldats de base jugeront qu'il est plus intéressant de se joindre à un groupe armé ou d'en créer un nouveau plutôt que de rester dans l'armée, le cycle de violence et d'insécurité continuera. Réformer le secteur de la justice exige d'abord que l'on cherche à résoudre le problème de l'impunité au sein de l'armée, mais cette démarche doit aller bien au-delà, en s'intéressant à la politisation et à la corruption du système judiciaire. Malgré un soutien externe significatif, peu d'améliorations ont été constatées dans ces deux secteurs, ce qui devrait inciter les bailleurs de fonds à s'interroger sur l'efficacité de leurs programmes.

La question des litiges fonciers, qui est en partie liée à celle de la réforme du secteur de la justice, reste une source importante de tensions interethniques et intra-ethniques en Ituri. Des travaux de recherche réalisés en 2009 ont identifié pas moins de 1 318 conflits fonciers persistants dans le district; il n'existe pas de solution toute faite pour régler ces litiges, car leurs causes sont fonction d'une «combinaison unique et localement spécifique» d'aspects culturels, démographiques, historiques, socioéconomiques et liés à la gouvernance.⁹² Quoi qu'il en soit, les autorités politiques et coutumières devront coopérer efficacement pour parvenir à identifier et démarquer les limites foncières et aider à régler les litiges relatifs à la propriété.

La terre est une ressource naturelle de l'Ituri parmi tant d'autres. Citons également l'ivoire, l'or et le bois d'œuvre, dont le commerce reste dominé par une dynamique informelle qui profite principalement à un

.....
An Overview», New York: Social Science Research Council, janvier 2013, p. 9.

92 Joost Van Puijenbroek et An Ansoms, «A Legacy from the Past Hindering the Future: Land Conflicts in Ituri (DRC)», dans *Natural Resources and Local Livelihoods in the Great Lakes Region of Africa* (éd.: An Ansoms et Stefaan Marysse) (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011), p. 62.

petit nombre d'hommes d'affaires et d'agents de l'État basés au Congo et en Ouganda, et non pas aux Ituriens en général. La crise humanitaire passée quasi inaperçue autour de la Réserve de Faune à Okapis, dans le territoire iturien de Mambasa, où de petits groupes armés ont causé des ravages tout en exploitant l'ivoire et l'or avec l'accord tacite d'unités FARDC, illustre bien la manière dont des réseaux criminels de l'armée et des groupes armés locaux coopèrent en toute impunité dans l'est de la RDC.⁹³ Des efforts dédiés à la gouvernance devront être menés, non seulement par Kinshasa, mais par l'ensemble des pays de la région et même du monde qui profitent de ce commerce, pour venir à bout de ces activités informelles et souvent illégales.

Outre ces questions difficiles mais relativement tangibles, il faut encore que les Ituriens parviennent à accepter leur passé. La politique nationale a empêché la mise en œuvre d'une Commission vérité et réconciliation (CVR) qui avait été créée, de manière embryonnaire, après que le conflit avait atteint son paroxysme. Une CVR devrait être remise à l'ordre du jour en bénéficiant du soutien politique et financier de Kinshasa. En même temps, elle devrait être dirigée en coordination avec des organisations locales de consolidation de la paix, telles que Caritas Bunia et le Réseau Haki Na Amani, qui ces dernières années ont réalisé d'importants travaux afin de rétablir la confiance interethnique et de faciliter des discussions ouvertes sur les causes profondes de la violence et des inégalités socioéconomiques en Ituri.

Des enseignements à tirer pour les Kivus?

Malgré toutes les difficultés que rencontre l'établissement d'une paix durable en Ituri, les conflits y sont relativement peu nombreux depuis fin 2007. Est-il possible d'en tirer des enseignements à appliquer au Nord et Sud-Kivu, deux provinces qui restent lourdement affectées par les activités bien plus étendues de groupes armés? Au regard de l'historique

.....
 93 Dan Fahey, «Guest Blog: The Mai-Mai Lumumba: Okapi Killers or Self-Defense Forces?», 6 septembre 2012.

exposé dans le présent rapport et du précédent rapport RVI consacré à l'UPC, quelles ont été les principales causes de la diminution considérable de la violence dans le district?

Le premier facteur clé a été l'évolution du rôle joué par l'Ouganda en Ituri. En effet, fin 2002, son hostilité envers Kinshasa s'était transformée en une relation ambivalente, alors que son amitié avec Kigali avait dégénéré en une guerre par procuration sur le territoire congolais. Dans ce contexte, Kampala et Kinshasa ont ensemble contribué à élaborer une alliance de groupes armés afin de venir à bout de l'UPC soutenue par Kigali. Lorsque l'armée ougandaise s'est alors retirée de l'Ituri, un vide est apparu, déclenchant une violence interethnique qui atteignit de nouveaux sommets. Cela contraignit la communauté internationale à dépêcher une force d'intervention multinationale à Bunia. Le second facteur clé, qui est en rapport avec cette intervention, a été la décision par l'ONU de renforcer sa force de maintien de la paix puis de lancer des opérations militaires musclées avec les FARDC contre les milices de l'Ituri.

La conjugaison de ces événements a changé la donne, et elle s'est avérée propice à la paix. Les responsables politiques ont commencé à se concentrer sur les élections de 2006, tandis qu'une grande partie des représentants du monde des affaires revenaient à des moyens non violents d'accumuler des richesses. Bien qu'aucun de ces développements ne puisse—ni même ne doive—être reproduit à l'identique dans les Kivus, il est possible de souligner certains parallèles. Pour l'Ituri, l'Ouganda était la principale puissance voisine, et ce rôle est bien évidemment assumé par le Rwanda dans le cas des Kivus. Outre la guerre par procuration ougando-rwandaise, qui était unique à la situation de l'Ituri en 2003-4, le rapprochement entre l'Ouganda et Kinshasa fut au moins imputable à deux autres facteurs: un intérêt commun pour l'exploitation des réserves pétrolières au bord du lac Albert et de la rivière Semliki, ainsi que les pressions diplomatiques significatives exercées sur l'Ouganda pour qu'il cesse d'occuper et de s'ingérer dans le nord-est du Congo. Par analogie, toute une série d'incitations économiques et d'autres pressions externes pour pousser le Rwanda à cesser de soutenir les groupes armés

pourraient contribuer à éliminer l'impact négatif de ce pays dans les Kivus.⁹⁴

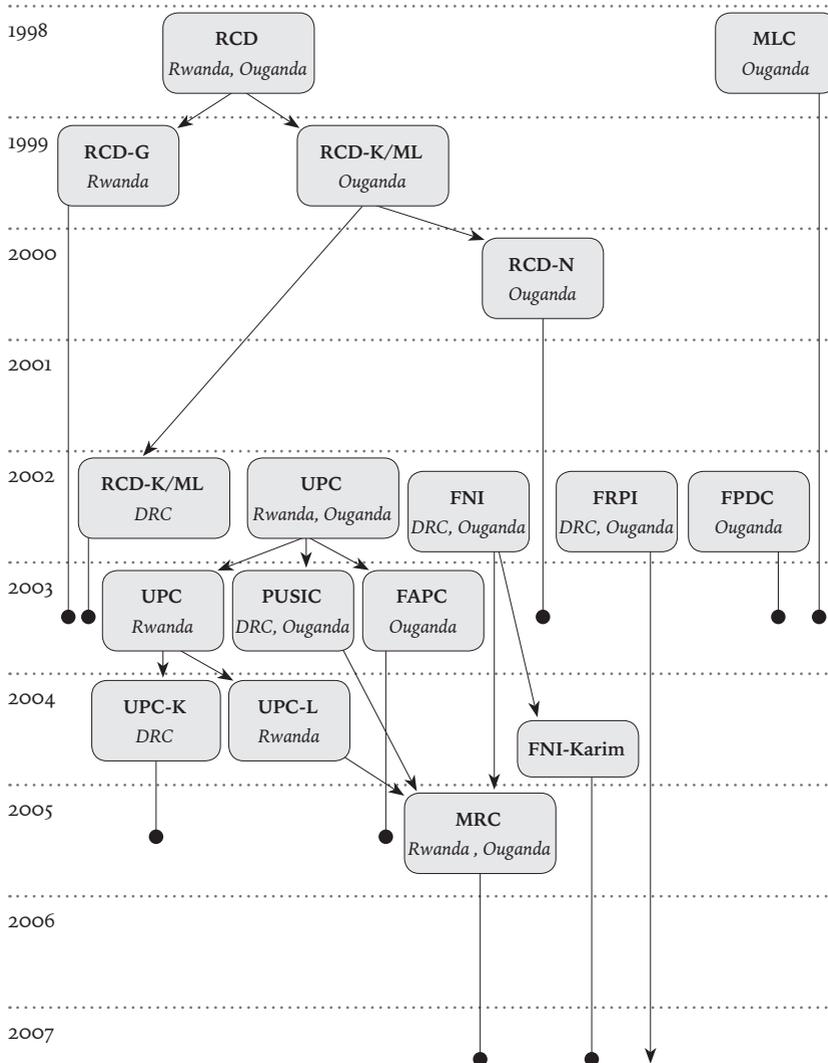
La contrepartie des interventions militaires musclées pourrait se trouver dans les récentes propositions de création d'une brigade africaine de maintien de la paix pour les Kivus au sein de la MONUSCO. La chute de Goma en novembre 2012 a démontré que les FARDC et la MONUSCO, même lorsqu'elles agissent de concert, sont bien trop faibles pour combattre un groupe armé bien organisé comme le M23. En Ituri, la réussite a reposé sur le recours à une force militaire supérieure, associée à des propositions d'intégration dans l'armée nationale, qui eurent pour effet de placer les milices sur la défense et de convaincre la plupart de leurs leaders de déposer leurs armes. La reproduction d'une situation similaire dans les Kivus nécessiterait non seulement que plusieurs gouvernements africains contribuent des troupes considérables, mais également que Kinshasa adopte un plan complet de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

.....

94 Pour prendre connaissance de suggestions spécifiques à cet égard, veuillez consulter Stearns, *Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012), chapitre 6.

Annexe: Évolution des groupes armés congolais liés à l'Ituri, 1998–2007

(sympathisants entre parenthèses)



Glossaire des acronymes, termes et expressions

APC	Armée populaire congolaise
Chefferie	La plus grande structure coutumière gouvernementale
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CODECO	Coopérative de développement économique du Congo
COGAI	Coalition des groupes armés de l'Ituri
Collectivité	Chefferie (voir ci-dessus) ou secteur (voir ci-après)
CPI	Commission pour la pacification de l'Ituri
CPI	Cour pénale internationale
DRC	Désarmement et Réinsertion communautaire
EMOI	État-Major opérationnel intégré
FAPC	Forces armées du peuple congolais
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FIPI	Front pour l'intégration et la paix en Ituri
FLC	Front de libération du Congo
FMIU	Force multinationale intérimaire d'urgence
FNI	Front des nationalistes intégrationnistes
FPDC	Force populaire pour la démocratie du Congo
FPJC	Front populaire pour la justice au Congo
FPLC	Forces patriotiques pour la libération du Congo
FRPI	Force de résistance patriotique en Ituri
Grand Nord	Zone située dans l'extrême nord de la province du Nord-Kivu (qui englobe la région de Beni, Butembo et Lubero)
Hema	Éleveurs traditionnels. Les Hema du Nord ou Gegere ont adopté le style de vie et la langue des Lendu (voir ci-après), tandis que les Hema du Sud les ont moins assimilés.
Hima	Éleveurs traditionnels vivant dans l'ancien royaume de l'Ankole, dans le sud-ouest de l'Ouganda. Ils entretiennent des liens historiques avec les Hema du nord-est de la RDC.
HRW	Human Rights Watch

Lendu	Traditionnellement, des agriculteurs, qui ont ensuite acheté du bétail aux éleveurs Hema (voir ci-dessus) venus s'installer en territoire Lendu
Maï-Maï	Milices d'autodéfense communautaires; nom tiré du mot «maji», qui signifie «eau» en kiswahili.
MLC	Mouvement de libération du Congo
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MRC	Mouvement révolutionnaire congolais
MRPC	Mouvement de résistance populaire au Congo
PUSIC	Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCD-K/ML	RCD-Kisangani/Mouvement de libération
RCD-N	RCD-National
RDC	République démocratique du Congo
Secteur	Branche administrative parallèle
UPC	Union des patriotes congolais
UPDF	Force de défense du peuple ougandais (<i>Uganda People's Defence Force</i>)
Usalama	Paix, sécurité (kiswahili)

Bibliographie

- Bouta, Tsjear. «Assessment of the Ituri Disarmament and Community Reinsertion Program (DCR)», mai 2005. (http://www.clingendael.nl/publications/2005/20050500_cru_other_bouta.pdf)
- Fahey, Dan. «Guest Blog: The Mai-Mai Lumumba: Okapi Killers or Self-Defense Forces?» CongoSiasa, 6 septembre 2012. (<http://congosiasa.blogspot.com/2012/09/guest-blog-mai-mai-lumumba.html>)
- . «How Ituri was Won: MONUC in DR Congo's Ituri District, 2000-2007». Manuscrit non publié, avril 2012.
- . *L'Ituri: Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- . «Rethinking the Resource Curse: Natural Resources and Polywar in the Ituri District, Democratic Republic of the Congo». Thèse de doctorat, université de Californie, Berkeley, 2011.
- . «This Land is My Land: Land Grabbing in Ituri». *Land Grabbing in the Great Lakes Region of Africa*. Éd. An Ansoms. À paraître.
- . «What Caused the War in Ituri? A New Interpretation». Manuscrit non publié, juillet 2012.
- Human Rights Watch. «Le fléau de l'or: République démocratique du Congo», 2 juin 2005.
- . «Ituri: "Couvert de sang": Violence ciblée sur certaines ethnies dans le nord-est de la RDC», juillet 2003.
- . «Uganda in Eastern DRC: Fueling Political and Ethnic Strife», mars 2001.
- Cour internationale de justice, «Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)», Arrêt du 19 décembre 2005.
- Cour pénale internationale. «Situation en République démocratique du Congo, Affaire Le Procureur c. Mathieu Ngudjolo: Jugement rendu en application de l'article 74 du Statut», 18 décembre 2012. (<http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1529535.pdf>)
- . «Situation en République démocratique du Congo, Affaire Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui: Second Corrigendum to the Defence Closing Brief», 29 juin 2012. (<http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1436184.pdf>)

- International Crisis Group. «Congo Crisis: Military Intervention in Ituri», 14 juin 2003.
- . «Congo: Four Priorities for a Sustainable Peace in Ituri», 13 mai 2008.
- . «Maintaining Momentum in the Congo: The Ituri Problem», 26 août 2004.
- IRIN. «DRC–Uganda: Ituri braces for Ugandan pullout», 17 avril 2003.
- . «In-Depth: Ituri in Eastern DRC», 25 novembre 2002.
- Accord de Luanda, Luanda, 6 septembre 2002. (http://www.usip.org/files/file/resources/collections/peace_agreements/drc_uganda_09062002.pdf)
- Mongo, Eric, Arthur Désiré Nkoy Elela et Joost van Puijenbroek. *Conflits fonciers en Ituri: Poids du passé et défis pour l'avenir de la paix*. Bunia et Utrecht: Réseau Haki Na Amani et IKV Pax Christi, 2009.
- Nzongola-Ntalaja, Georges. *The Congo from Leopold to Kabila: A People's History*. Londres: Zed Books, 2002.
- Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. «Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo». Juin 2010.
- Pottier, Johan. «Representations of Ethnicity in the Search for Peace: Ituri, Democratic Republic of Congo». *African Affairs* 109/434 (2010): 23–50.
- Prunier, Gérard. *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*. New York: Oxford University Press, 2009.
- . «The “Ethnic” Conflict in Ituri District: Overlapping of Local and International in Congo-Kinshasa». Dans *The Recurring Great Lakes Crisis: Identity, Violence and Power*. Éd. Jean-Pierre Chrétien et Richard Banégas. Londres: Hurst & Co., 2008.
- Radio Okapi. «Ituri: la localité de Getty aux mains des miliciens de la FRPI», 20 octobre 2011.
- . «Ituri: le chef milicien Cobra Matata réclame à nouveau d'être amnistié par Joseph Kabila», 27 mars 2013.
- . «Ituri: les FARDC reprennent 6 bastions des miliciens du FPJC», 24 juin 2010.
- . «Ituri: opération 'Safisha', 98 miliciens du FPJC et 2 soldats des FARDC tués», 20 août 2010.

- «Ituri: un mort suite aux attaques des miliciens FPJC», 7 avril 2010.
- Stearns, Jason. *Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012.
- *PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- 'Strongman of the Eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda'. Institut de la Vallée du Rift, 12 mars 2013.
- Tamm, Henning. «Coalitions and Defections in a Context of Uncertainty – A Report from Ituri». 24 et 27 août 2012. (<http://congosiasa.blogspot.com/search?q=Ituri>)
- *LUPC dans le district de l'Ituri: Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- et Claire Lauterbach. *Dynamics of Conflict and Forced Migration in the Democratic Republic of Congo: Experts workshop report*. Oxford: Refugee Studies Centre, janvier 2011.
- Section des pratiques optimales de maintien de la paix de l'ONU (Division militaire). «Operation Artemis: The Lessons of the Interim Emergency Multinational Force», octobre 2004.
(<http://pbpu.unlb.org/PBPS/Library/Artemis.pdf>)
- Conseil de sécurité de l'ONU. S/2003/566, «Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo», 27 mai 2003
- S/2004/573, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri, janvier 2002-décembre 2003», 16 juillet 2004.
- S/2004/650, «Troisième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo», 16 août 2004.
- S/2004/1034, «Seizième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo», 31 décembre 2004.
- S/2008/773, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application de l'alinéa d) du paragraphe 18 de la résolution 1807 (2008)», 12 décembre 2008.
- S/2009/603, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application du paragraphe 8 de la résolution 1857 du Conseil de sécurité (2008)», 23 novembre 2009.

- S/2010/596, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application du paragraphe 6 de la résolution 1896 (2009)», 29 novembre 2010.
 - S/2012/348, «Rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, conformément au paragraphe 4 de la résolution 2021 (2011)», 21 juin 2012.
 - S/2012/843, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo conformément au paragraphe 4 de la résolution 2021 (2011), 15 novembre 2012.
 - S/RES/1484(2003). Résolution 1484 du Conseil de sécurité de l'ONU (2003), 30 mai 2003.
- Van Puijenbroek, Joost et An Ansoms. «A Legacy from the Past Hindering the Future: Land Conflicts in Ituri (DRC)». Dans *Natural Resources and Local Livelihoods in the Great Lakes Region of Africa*, éd. An Ansoms et Stefaan Marysse. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011.
- Vlassenroot, Koen et Chris Huggins. «Land, Migration and Conflict in Eastern DRC». Dans *From the Ground Up: Land Rights, Conflict and Peace in Sub-Saharan Africa*. Éd. Chris Huggins et Jenny Clover. Pretoria: Institute for Security Studies, 2005.
- Weiss, Herbert F. et Georges Nzongola-Ntalaja. «Decentralization and the DRC – An Overview». New York: Social Science Research Council, janvier 2013.



Catholic University of Bukavu



OPEN SQUARE PROJECT



HUMANITY UNITED

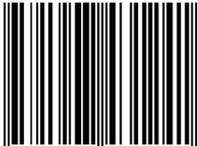


Riff Valley Institute
Taaɛsi ya Bonde Kuu
معهد الخندود العقيم
Machadka Dooxada Riff
Rifvaley Institute
Instituto do Vale do Riff
东非裂谷研究院
Institut de la Vallée du Riff

LES TRAVAUX DE RECHERCHE DÉTAILLÉS CONSACRÉS AUX GROUPES ARMÉS DANS LE CADRE DU PROJET USALAMA DU RVI CONTRIBUENT À LA QUÊTE DE LA PAIX AU CONGO. CE RAPPORT MET EN LUMIÈRE LES ORIGINES ET LES TRAJECTOIRES DE DEUX GROUPES, LE FRONT DES NATIONALISTES INTÉGRATIONNISTES (FNI) ET LA FORCE DE RÉSISTANCE PATRIOTIQUE EN ITURI (FRPI). IL DONNE UN APERÇU DES RACINES DE LA VIOLENCE EN ITURI, DE LA NATURE FLUIDE DES ALLIANCES MILITAIRES / MILICE ET DES RÉPERCUSSIONS POUR LA RÉGION.

— JOHAN POTTIER, SCHOOL OF ORIENTAL AND AFRICAN STUDIES, LONDRES

ISBN 978-1-907431-24-1



9 781907 431241 >